

● LA DOUBLE IMPASSE DES PARTIS LIBANAIS

Lire en page 12 le reportage
de Jean Lernet et Yonna El Khalil

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

Vendredi 9 septembre 1977 - N° 502

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

Maire à Strasbourg

«Le débat PS-PC repose
pour une bonne part sur
un faux dilemme»

C'est dans une Alsace où la situation de l'emploi continue de s'aggraver (plus de 5 000 emplois sont menacés à court et moyen terme et 6 000 sortis des écoles sont à la recherche d'un premier emploi), que s'est déroulé mercredi soir, à Strasbourg, le meeting de rentrée de la CFDT, avec Edmond Maire.

Dans la salle, où on ne trouve plus une place de libre, 2 000 à 3 000 militants CFDT sont présents, venus de toute l'Alsace, mais aussi de la Lorraine voisine ; parmi les délégations d'usines, celles de Schlumpf et Montefibre, de Roth Frères sont longuement applaudies.

Les applaudissements se feront entendre chaque fois que le discours d'Edmond Maire prendra ses distances vis-à-vis de l'Union de la Gauche.

(Voir P. 4)

La pré-rentree d'Haby

L'ECOLE A LA BAGUETTE

René Haby a présenté mercredi les changements introduits par l'application de sa réforme.

Haby a mis l'accent sur ses efforts en crédits et en créations de postes ; il a cherché à rassurer en affirmant qu'il n'y aurait pas de rupture brutale avec l'année dernière.

A l'école primaire, le cours préparatoire ne sera pas redoublé ; une demi-heure de «soutien» sera donnée l'année suivante aux élèves qui ne «suivent» pas ; une façon de repousser d'un an le retard scolaire. Dans le secondaire, les établissements du premier cycle porteront le nom unique de «collèges». Quel que soit leur niveau, les élèves suivront le même enseignement. En réalité, cette mesure concerne les enfants qui terminent leur scolarité primaire «dans des conditions normales», soit 70 % seulement des effectifs.

Mais il a fait silence sur les aspects les plus graves de sa réforme : notamment le renforcement des pouvoirs des chefs d'établissement, habilités à contrôler le contenu des cours et à faire régner l'ordre et la sécurité, au besoin en recourant à des procédures judiciaires.

Lire
notre article
en page 5

Allemagne

PERQUISITIONS MASSIVES JOUR ET NUIT

L'enquête sur l'enlèvement de Schleyer est toujours, depuis mardi, le prétexte à un vaste déploiement policier. Les flics ont les mains libres : ils peuvent interpellier, fouiller, séquestrer, à toute heure du jour et de la nuit comme bon leur semble. De plus, le black-out sur la répression est total, la presse n'en faisant pas état, tandis que les victimes, le plus souvent, n'osent pas le signaler à leurs avocats.

La répression s'accompagne toujours d'une intense campagne de presse. La presse Springer applaudit au renforcement de l'isolement des prisonniers politiques qu'elle avait réclamé. Elle a publié un nouveau sondage selon lequel les deux tiers des Allemands seraient partisans de fermeté. Elle va jusqu'à demander le rétablissement de la peine de mort : le seul moyen qu'il n'y ait plus de prise d'otages, c'est de tuer les «terroristes» ! Argument repris d'ailleurs avec complaisance



Social-démocratie et terrorisme policier : un mariage consommé de longue date

à la télévision par M. Grosser. On parle de rétablissement de la peine de mort, alors que déjà plusieurs prisonniers politiques ont été assassinés dans leur cellule !

Les ravisseurs de Schleyer ont fait connaître leurs exigences : la libération des prisonniers de la Fraction

Armée Rouge avec une somme d'argent et un avion pour quitter l'Allemagne. Le gouvernement allemand, après avoir demandé des détails et des preuves, a entamé les négociations. En fait, il ne cherche qu'à gagner du temps et préparer une épreuve de force.

(Voir P. 10)

Ensuite, le tri continuera, alimentant les CPPN (classe pré-professionnelle de niveau) et CPA (classe professionnelle d'aptitude) qui fournissent une main d'œuvre gratuite aux patrons, par le biais des stages d'entreprises, et préparent à la «vie active» d'O.S. et plus souvent au chômage.

Il y a un an, disparaissait Mao Tsé-toung



(Voir P. 8 et 9)

Roth à nouveau en grève

En juin dernier, ils avaient mené une grève très dure sur les conditions de travail et les salaires. Depuis mercredi, ils sont de nouveau en lutte, pour mettre fin aux provocations des frères Roth qui multiplient les licenciements de représailles. Mercredi, juste après le début de la grève, plus de dix travailleurs, dont les deux délégués, étaient licenciés !

Stoléru : recettes anti-chômage

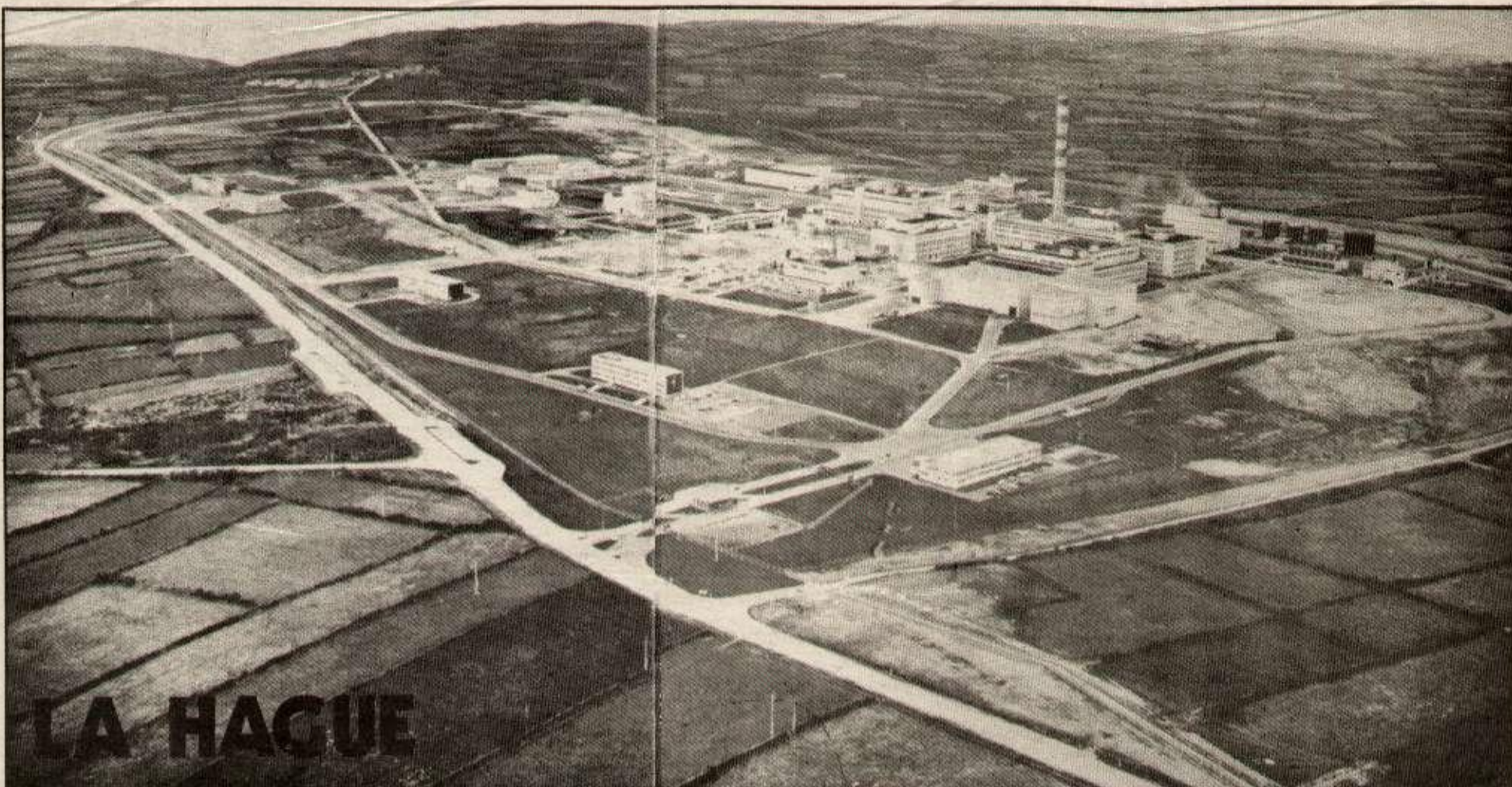
Noyé au milieu des petites annonces de France-Soir, sous la rubrique «Grande opération France-Soir «Emploi-Jeunes», Stoléru livre ses réflexions sur la lutte contre le chômage ; cela passe par la revalorisation du travail manuel, car, selon lui, le problème n'est pas qu'il n'y a pas d'emplois, mais que les jeunes ne veulent pas travailler ! Il faut donc améliorer les conditions de travail. Stoléru propose un catalogue de recettes...

(Voir P. 7)

Lyon : les otages de M. Simon

Les auteurs de l'enlèvement de l'affairiste lyonnais, Simon, n'avaient pas, ce 8 septembre, pris contact avec la famille. Deux suspects, dont un proxénète, sont recherchés pour cet enlèvement crapuleux, par la police. Simon tenait dans un véritable ghetto les 2 700 habitants de la cité Olivier de Serres à Villeurbanne.

(Voir P. 5)



LA HAGUE

UNE POUBELLE NUCLÉAIRE QUI FUIT

par **Éric BRÉHAT**
et **Pierre PUJOL**

● Après avoir «brûlé» dans les réacteurs des centrales, le combustible nucléaire doit être retraité.

Dernier maillon de la «chaîne combustible», le retraitement est aussi celui qui peut en compromettre l'ensemble. L'usine de la Hague est actuellement la seule au monde à fonctionner, dans des conditions inacceptables, assurent les ouvriers qui y travaillent. Or, passée depuis peu du CEA à sa filiale privée la COGEMA, cette

usine est conçue avant tout pour faire de l'argent. Actuellement, l'usine peut retraiter les déchets provenant des centrales graphite-gaz françaises. Peut-elle assurer le retraitement des 3200 tonnes de déchets pour lesquels la COGEMA a signé un contrat, et qui sont 5 fois plus irradiés que les précédents ?

Les ouvriers de la Hague, syndiqués à la CFDT, donnent ici leur avis.

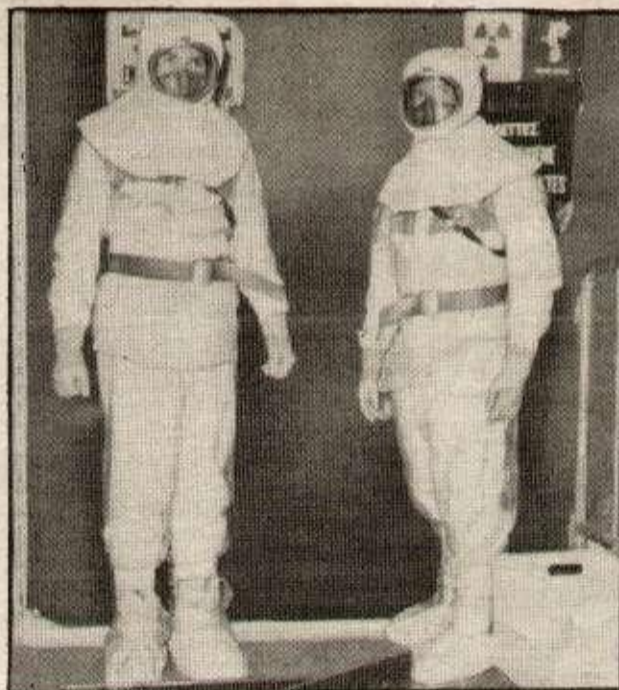
— QdP : Est-ce que La Hague est en mesure de retraiter les combustibles japonais, suédois et allemands qui sont programmés pour son activité à venir ?

— CFDT : Nous avons retraité un peu plus de 14 tonnes l'année dernière. C'était un petit essai. Depuis l'H.A.O (atelier haute activité oxyde) est en travaux et l'on doit recommencer une nouvelle petite

campagne de retraitement au mois d'octobre. Afin de traiter à l'échelon industriel, il faut attendre ces essais pour savoir si c'est possible. De toute façon on sera limité à 100-150 tonnes au maximum. Or, rien qu'avec les Japonais il y a un marché de 1200 tonnes. Plus les combustibles suédois, allemands... Ici, on a en stockage plus de deux ans de combustibles à retraiter, en «piscine».

Les essais n'étant pas faits, personne ne peut dire si La Hague est en mesure de retraiter ces déchets. De toute façon nous pouvons vous dire que nous ne retraiterons jamais dans les conditions que les travailleurs souhaitent. Il faudrait pouvoir retraiter dans de très bonnes conditions de travail pour le personnel et dans les meilleures conditions pour l'environnement. Actuellement ce n'est pas le cas ! C'est pourquoi, nous disons que nous retraitons mal, que nous ne savons pas retraiter. Maintenant retraiter pour retraiter, on peut toujours le faire même si on le fait mal ! Notre film «*Condamnés à réussir*» montre dans quelles conditions on travaille, les contaminations internes, etc. Tout cela montre qu'on ne sait pas retraiter convenablement. Tant pour nous que pour la population et l'environnement, je considère que l'on saura retraiter le jour où l'on aura des rejets vers l'extérieur qui avoisineront zéro. Il y a des rejets qui sont actuellement dans les normes définies par arrêtés préfectoraux, mais nous estimons que c'est encore de trop !

Tout dépend de ce qu'on appelle «retraiter». Il y a l'interprétation du gouvernement qui dit que l'on sait retraiter, notre position à nous, organisation syndicale de défense des travailleurs est que l'on ne sait pas retraiter. Le raffinage du produit est bon mais le procédé comporte des risques, il n'est pas tout à fait au point, il n'est pas maîtrisé. Le



La tenue de vinyle dite «shadok» indispensable pour travailler en zone contaminée

résultat obtenu est le même si l'on veut pour le produit lui-même ; c'est sur la façon de le faire que l'on n'est plus d'accord !

— QdP : Sourdille, lors de sa dernière visite à La Hague, a qualifié la technique française, d'«excellente». Que pensez-vous de cette visite et de ces déclarations ?

— CFDT : Elles nous ont fait sourire ! On n'est pas du tout l'usine la plus au point ou la plus moderne du monde et de toute façon on ne peut pas avancer cela pour un atelier qui n'a pas encore fait ses preuves, qui a fait tout juste un petit essai !

Nous n'avons pas été

reçus par M. Sourdille. Nous avons été prévenus de sa visite deux jours avant : les organisations syndicales ont été informées que M. Sourdille leur consacrerait un quart d'heure maximum à 12h45, le vendredi, et cela pour 5 organisations syndicales, ce qui faisait à peu près 3 minutes par organisation syndicale ! Nous avons fait répondre à M. Sourdille que nous ne voulions pas d'un entretien à la sauvette, non préparé à l'avance. Ce que Sourdille voulait, c'était juste un entretien qui permette de mettre dans un rapport officiel que les organisations syndicales ont été consultées. On avait l'impression que cela servait uniquement à ça !

Des unités de mesure de rayonnement pour mesurer l'effet sur l'organisme le REM

L'unité de mesure de rayonnement la première utilisée est la curie (C) : il correspond à la quantité de radiations émises pendant une seconde par un gramme de radium.

Cela correspond à une quantité très élevée, et les sous multiples du curie lui sont préférés : le microcurie = 10⁻⁶ C.

Le RAD est l'unité de dose absorbée : il mesure l'énergie cédée par le rayonnement à l'unité de masse de matière irradiée.

Pour caractériser l'effet de cette dose absorbée par l'organisme, les dégâts causés, on utilise une troisième unité qui dérive du RAD : le REM (équivalent de dose).

Selon la nature et l'énergie des rayonnements, la distribution des ions est, à énergie égale très différente, ce qui modifie les conséquences sur les cellules humaines.

L'équivalent de dose mesuré en REM est égal au produit de la dose absorbée (mesurée en RAD) par le facteur de qualité (qui caractérise l'effet du rayonnement considéré).

C'est en REM que sont exprimés les «doses maximales admissibles» pour les travailleurs qui utilisent les rayonnements ionisants.

Des DMA (doses maximales) arbitraires ont été fixées :

— pour la population en général : 0,5 REM par an.

— Pour les travailleurs exposés aux rayons : 5 REM par an.

Qu'est-ce que le retraitement ?

Les «déchets» produits par une installation nucléaire sont très variés. On y trouve aussi bien les gants qui ont servi à un ouvrier pour une manutention en zone contaminée, que le combustible usé extrait du cœur des centrales. C'est principalement à ces derniers que sont consacrés les ateliers des usines de retraitement. Dans un premier temps, il faut extraire le combustible de sa gaine. Puis, comme il est sous forme solide, on le dissout dans de l'acide. Les déchets les plus radioactifs sont stockés sous cette forme, en attendant que leur activité ait suffisamment décru. Puis, par des procédés chimiques, on sépare leurs différents composants. But de l'opération : récupérer le plutonium, qui sera vendu très cher, l'U 235 (uranium) non «brûlé», et les produits dangereux à longue période, dérivés de l'uranium, principalement.

Il s'agit principalement de récupérer ce qui est rentable. Ainsi, le krypton 85, le xénon 133, une partie de l'iode 131 et du tritium sont tout simplement rejetés dans l'atmosphère ou dans la mer... et dans l'usine !

Un chiffre résume à lui seul la conséquence de l'accroissement de production pour les ouvriers de l'usine : en 1971, ils avaient reçu en moyenne 265 millirems par agent. En 1975, 495 millirems. Les rejets dans l'environnement ont cru dans une proportion au moins aussi importante.

Les déchets des centrales PWR seront retraités dans un atelier dit HAO (haute activité oxyde). Or, bien qu'on lise dans les publications du ministère de l'Industrie «l'atelier HAO a démarré en mai 76 dans des conditions satisfaisantes», cet atelier a connu de graves problèmes, et n'en est qu'au stade des essais.

LUTTES OUVRIÈRES

MANIFESTATION DES MONTEFIBRE VENDREDI A PARIS

Mercredi matin, comme prévu, les deux nouveaux négociateurs choisis par la Montedison pour régler l'affaire Montefibre sont arrivés à Epinal ; il s'agissait de Crocchi, conseiller financier et vice-président de la «Fingest», le holding financier de la Montedison, et de Varalda, bien connu des travailleurs de Montefibre pour avoir été pendant 7 ans PDG de l'usine de Saint-Nabord. Ce monsieur est aujourd'hui administrateur de l'ensemble du secteur textile du trust. La réunion «tripartite» entre les représentants de la Montedison, l'inspecteur du

travail d'Epinal et l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC a effectivement eu lieu, mais comme c'était prévisible, elle n'a rien donné. Les nouveaux négociateurs n'ont fait que confirmer leur plan de licenciements. Beaucoup de travailleurs, d'ailleurs, ne se faisaient guère d'illusion dès le matin : la Montedison, en désignant Varalda comme son nouveau représentant, ne visait en fait qu'à remplacer Casali, jugé beaucoup trop inapte à faire face à la colère des travailleurs.

L'objectif immédiat de l'intersyndicale mercredi matin, était bien entendu d'obtenir de la Montedison une nouvelle livraison de fuel dans les 48 heures, vu que les 40 tonnes arrachées lundi soir, au lieu des 300 primitivement, ne permettent pas en fin de compte de maintenir l'activité ralentie de l'usine que pendant deux jours. Sur ce point, les représentants de la Montedison ont refusé de s'engager. Rien d'ailleurs, comme le faisaient remarquer les travailleurs, ne l'y contraignant désormais, depuis le départ de Casali des locaux de la Montefibre. Prudents même, les représentants de la Montedison ont refusé de se rendre à l'usine hier, de peur d'être «retenus» à leur tour. La poursuite de la réunion du Comité d'Entreprise ne s'est donc pas faite l'après-midi, ni l'inspecteur du travail, ni la Montedison n'étant présents.

DEUX PROBLÈMES IMPORTANTES

Un autre problème crucial est venu se greffer depuis quelques jours à celui du fuel. Là aussi, il a été posé à la réunion. Il s'agit de la lente détérioration, désormais visible, d'un certain nombre d'installations, conséquence nette de leur marche au ralenti depuis deux mois. Ainsi, dans les ateliers de filature, la pellicule d'inox dont sont recouverts les rouleaux de friction de certaines machines, commence à «se piquer» et à s'écailler. Le seul moyen d'empêcher cela est d'acquiescer un vernis spécial. Les ouvriers l'avaient de-



Mardi, le fuel était livré à Montefibre, permettant d'alimenter les colonnes de polymérisation pendant une semaine.

mandé lundi soir à Casali, qui avait répondu par la négative. Mercredi, nouveau refus de donner ce produit.

Autre problème, dont les travailleurs exigeaient la solution rapidement, celui d'avoir un «statut social». Depuis un mois, ils n'ont théoriquement pas le droit de rentrer dans l'usine, bien qu'ils en fassent partie, sans plus de précision. N'étant ni au chômage partiel, ni au chômage technique, ils ne sont pas payés depuis le 15 août, date à laquelle ils ont reçu leur salaire de juillet. Là encore, la Montedison a refusé de régler ce problème, faisant même marche arrière sur la solution que, selon certains, elle aurait envisagé ces derniers jours et qui se résumait déjà à quelques miettes : mettre au chômage partiel 800 travailleurs jusqu'au 22 novembre (échéance du préavis de licenciement), en les payant seulement à 30 % de leur salaire. Ce pourcenta-

ge est normalement payé au bout de 300 heures de chômage partiel, mais la Montedison, on ne sait par quel artifice, était soudain prête à compter comme chômage partiel, le temps passé dehors ces dernières semaines par les travailleurs, vacances y compris ! Le problème reste entier.

CHANTAGE A LA FERMETURE TOTALE

C'est donc l'intransigeance totale : face au

refus des travailleurs d'accepter un redémarrage avec seulement 200 d'entre eux, la Montedison est prête à fermer l'usine. Un véritable chantage, bien entendu. La situation est donc cruciale pour les travailleurs. Hier, on discutait de réoccuper l'usine à nouveau. Dans l'immédiat, une manifestation a été décidée pour vendredi à Paris, et samedi dans le fief de Poncelet.

Richard FEUILLET

«PAS QUESTION DE REVENIR SUR LE PLAN»

M. Varalda précisait d'entrée de jeu, mercredi matin, qu'il n'était pas question de revenir sur le «plan de sauvetage» proposé lundi au Comité d'Entreprise. Il affirmait que le maximum avait été fait, mais que dans la conjoncture, le marché de la fibre synthétique se rétrécissait. Il précisait que pour l'heure, aucun partenaire sérieux ne s'était offert pour reprendre Montefibre, et que cela n'avait rien d'étonnant, toute la branche connaissant des difficultés. Quant à l'intervention du gouvernement français, il l'a qualifiée de démagogique.

Saut du Tarn

GIRAUD LICENCIE ENCORE

Giraud s'était fait connaître pendant la lutte des Lip en 73, par le fameux plan de licenciement qui portait son nom, et que les Lip avaient catégoriquement refusé.

Aujourd'hui, c'est dans sa propre usine «La Société Nouvelle du Saut-du-Tarn», qu'il se propose de licencier 429 salariés. Cette entreprise, une des plus importantes du Tarn, produit entre autres des pièces destinées à l'industrie pétrolière. Ne serait-ce déjà plus une industrie de pointe ? Pourtant, depuis 1972, plus de 7 000 m² de bâtiments ont été construits. Il semblerait que ce qui manque le plus, ce

sont les commandes, l'URSS, un des gros clients, n'ayant pas passé la 3^e commande, espérée par la direction.

Déjà 250 salariés sont partis (départs volontaires, comme on dit). Puis un peu plus de 100 intérimaires n'ont plus eu de contrat. Mieux : l'an dernier, la direction a «prêté» 40 de ses ouvriers à Rhône Poulenc Textile d'Albi pour 6 mois ! Aujourd'hui, c'est le chômage partiel pour tous, entre 32 heures et 39 heures de travail hebdomadaire. D'ici moins d'une semaine, l'inspection du travail doit se prononcer sur les 429 licenciements annoncés.

RÉPRESSION ANTI- SYNDICALE

La Fédération CFDT de l'agriculture vient de se constituer partie civile contre la direction de Blanc, une entreprise d'horticulture à Biot, dans les Alpes-Maritimes. Sur 42 personnes qu'employait Blanc, 26 ont été licenciées : la totalité des délégués du CE, et la majorité des syndiqués CFDT.

LES WAGONS-LITS LICENCIÉS

La compagnie des wagons-lits envisage 140 licenciements. Pour faire avancer positivement les négociations qui pour l'instant sont «dans l'impasse», la CGT et la CFDT appellent les employés à faire grève, 24 heures, ce jeudi.

SCAPLEN : ATELIERS OCCUPÉS

Lundi dernier, venait à expiration le préavis de licenciement de trente ouvriers de l'usine Scaplen, fabrique de vêtements à Quimper. Depuis ce jour, les licenciés occupent l'entreprise.

MAYENNE - PLASTIQUE FERMÉ

Il y a tout juste deux ans, l'usine Mayenne-

Plastique s'était implantée à Changé, près de Laval. Elle vient de déposer son bilan et de fermer ses portes, jetant 20 ouvriers au chômage.

GRÈVE DE 24 HEURES A LA NÉOGRAVURE

Les ouvriers des trois imprimeries de la Néogravure (Corbail, Paris-rue Blomet, et Lille), étaient en grève pour 24 H ce mercredi. La direction a annoncé de nouveaux licenciements. Les délégués CGT ont demandé à être reçus par la direction d'Hachette, qui détient, depuis la dernière restructuration de Néogravure, une part importante des capitaux ?

JALLAIS : LE C.E. REFUSE LES LICENCIEMENTS

32 licenciements sont annoncés à l'entreprise de bâtiment Jallais. Cinq délégués sont sur la liste. La CFDT, comme l'indique son vote au CE, refuse les licenciements, et exige que le syndicat et la direction reviennent sur cette décision, même dans le cas de la création de la nouvelle société annoncée en réunion de CE.

En bref...En bref...En bref...En bref...

NÉGOCIATIONS SALARIALES SNCF ET RATP

CGT et CFDT ont décidé pour l'ensemble de ces négociations, de ne rien signer. Elles ne veulent «en aucun cas cautionner le plan Barre». A la RATP, pour laquelle les négociations doivent se tenir le 13 septembre, FO et le syndicat autonome une fois de plus, se

font les défenseurs de ce qui reste de la politique contractuelle : ils parlent d'augmentation appréciable, même si la hausse des prix dépasse les 10% !

AIGUILLEURS DU CIEL : TOUJOURS PLUS DE ZÈLE !

La grève du zèle des aiguilleurs du ciel se poursuit. Le trafic des aéroports d'Orly et de

Roissy est particulièrement perturbé, surtout pour les liaisons transatlantiques. Des vols ont été annulés, d'autres sérieusement retardés. La grève doit durer jusqu'au 19 septembre.

FURNON : LES OUVRIÈRES CGT A PARIS

L'Union locale CGT d'Alès annonce que les ouvrières syndiquées

CGT de l'entreprise Furnon se rendront à Paris le vendredi 9 septembre. Elles ont l'intention d'aller au ministère du Travail et au ministère de la Justice, pour exiger l'application des mesures de justice prises contre leur patron. Gérard Furnon avait été condamné, entre autres, à réintégrer les ouvrières syndiquées CGT «au lieu et place» où elles travaillaient avant le conflit.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



LUTTES OUVRIERES

L'Humanité hebdomadaire

C'est d'une curieuse manière que l'Humanité de jeudi rend compte de la conférence de presse d'Edmond Maire. Sur 4 colonnes en haut de page, s'étale ainsi l'article consacré au discours de Strasbourg. Maire n'avait sans doute jamais été aussi fêté dans ce journal. Sous le titre «La CFDT reproche au parti socialiste d'être flou et discret», le commentaire se centre sur la critique que Maire adresse au PS passant rapidement sur celles adressées au PCF, ou sur la proposition de la CFDT des conseils d'atelier.

«La Cellophane» (Mantes-la-Ville) : 1 300 lock-outés

Depuis le 26 août, les ouvriers de l'atelier filature sont en grève, sur les salaires, les conditions de travail et le 13^e mois. Depuis, la direction a lock-outé tous les autres ateliers. Il est possible que la grève s'étende à l'ensemble du personnel. Vendredi soir, les grévistes organisent un bal.

Pays de Loire : quelques chiffres

62% des salariés touchent moins de 2 200 F.

La majorité des salariés des PME touchent moins de 2 000 F.

Les manœuvres du bâtiment n'ont que 1 750 F.

71% des personnes travaillant à la chaîne sont des femmes.

Près de 50 000 chômeurs recensés fin juillet : + 32% en un an.

L'U.R.-CFDT de Loire Atlantique va sortir, d'ici la fin du mois, un livre noir sur l'emploi.

Bliss (Saint Ouen) : 287 licenciements

Bliss, usine de machines-outils, travaille principalement pour l'automobile. Sur 315 salariés, la direction veut en licencier 287. Autant dire fermer l'usine. L'inspection du travail a refusé ces licenciements.

Sodetrav : succès de la grève

Les conducteurs de cars de l'entreprise Sodetrav, à Hyères, ont repris le travail après 42 jours de grève. Ils ont obtenu 14,5% d'augmentation échelonnée, le 13^e mois (50% cette année, 100% l'an prochain, une réduction d'horaires, deux jours de repos consécutifs, une semaine sur deux.

Maire à Strasbourg

«LE DÉBAT PS-PC REPOSE POUR UNE BONNE PART SUR UN FAUX DILEMME»

● C'est mercredi soir à Strasbourg qu'Edmond Maire a prononcé le discours de rentrée de la CFDT. Confirmant les interviews qu'il a données depuis le 15 août, ce discours restitue bien l'orientation de la CFDT face à la querelle de l'union de la gauche, et à l'éventualité d'une venue au pouvoir d'un gouvernement de gauche. Critiquant l'attitude du PS sur les revendications salariales et la hiérarchie, il n'est guère plus tendre à l'égard du PCF, mettant en cause les risques de «nationalisme économique», et la conception de démocratisation de l'entreprise par l'élection du PDG. Mettant en avant la nouvelle revendication de la CFDT, les conseils d'atelier, Edmond Maire en a même fait un préalable aux négociations avec le gouvernement de gauche sur les structures des entreprises nationalisées.

Ainsi, la direction de la CFDT poursuit le chemin amorcé lors de la rédaction de sa plateforme en juin dernier : supprimer toute caution ouverte au Parti Socialiste, auquel on avait donné dans le passé nombre de coups de main ; et apparaître, pour l'instant, à distance égale du PC et du PS. Cette position, outre qu'elle intègre partiellement certaines critiques des masses à l'égard de la gauche, offre à cette centrale des possibilités de manœuvre plus souple pour négocier, le cas échéant, avec un gouvernement de gauche après 78.

● Quelques citations :

SUR LE PS

«Actuellement, la controverse entre PS et PC sur l'étendue, le financement et les conséquences économiques des mesures sociales à inclure dans leur programme de gouvernement donnent l'impression d'un faux dilemme. Le Parti socialiste, mettant l'accent sur les difficultés à réaliser ces mesures semble s'orienter vers une modération de son action sur les inégalités et sur un plus grand étalement dans le temps de leur mise en œuvre.»

SUR LE PC

«Le PC propose des mesures plus ambitieuses concernant les bas salaires et les bas revenus. (...) les propositions pour financer ces mesures apparaissent insuffisantes. (...) Le parti communiste ne formule pas de proposition attaquant les inégalités de revenus par le haut, dans la logique de sa stratégie anti-monopoliste qui réduit la domination du capital sur notre pays à celle de 25 monopoles (...) La politique du PCF mène à un risque de nationalisme économique.»

L'ACTION APRÈS 78

La CFDT restera soudée étroitement à son projet, aux revendications et objectifs qu'elle a définis dans sa plate-forme, sans débordement mais sans abandon. Nous espérons très vivement que les autres forces populaires feront preuve de la même détermination. C'est la seule condition, c'est la condition, pour que nous nous retrouvions demain côte à côte.»

LES CONSEILS D'ATELIER

«L'institution de conseils d'ateliers ou de service au sein de chaque établissement, dès la loi de nationalisation (...) C'est en fait un préalable à l'accord que nous pourrions donner aux propositions gouvernementales sur la structure des entreprises nationalisées. (...) Considérer que l'introduction de représentants des travailleurs aux conseils d'entreprises - c'est le nom que nous donnons aux futurs conseils d'administration - serait suffisant pour y assurer la démocratie et changer la situation salariale, serait une erreur grave.»



LES RAPPORTS AVEC LA CGT

«Il est très important qu'en cas de victoire de la gauche, un accord puisse se faire entre nos deux confédérations pour assurer le plein succès des négociations. (...) Il ne s'agit pas d'établir un programme syndical commun, mais de dégager un accord le plus large possible pour être plus forts le jour où nous aurons à négocier avec un gouvernement de gauche ou avec d'autres interlocuteurs.»

Meeting de rentrée pour G. Ségué

Judi à 15 H, Georges Ségué ouvrira l'habituel meeting de rentrée, au Pavillon de Paris. Jean Dréan, secrétaire général de l'Union Syndicale CGT de la région parisienne, déclarait mercredi dans l'Humanité : «L'horizon de mars 1978 ne sera pas absent de leurs préoccupations et de leurs luttes quotidiennes. C'est vraisemblablement tout cela qu'évoquera le secrétaire général de la CGT.»

Hélio-Cachan :

Une délégation des imprimeurs d'Hélio-Cachan sera reçue vendredi au Ministère de l'Industrie. Ils ont récemment réoccupé l'entreprise. Le patron essaie de déménager le matériel dans d'autres imprimeries.

Radio Verte Fessenheim émet

Emet tous les samedi à 19 H 45 sur MHz (modulation de fréquence ou UKW) en français et en alsacien. C'est une radio qui veut donner à la population un maximum d'informations objectives sur l'industrie nucléaire et sur les problèmes écologiques en général. Elle se veut un instrument au service de la population alsacienne. Celle-ci prenant de préférence la parole dans sa propre langue, RVF se fait aussi le défenseur de l'identité culturelle alsacienne, une identité qui s'inscrit dans la lutte pour une autre société. RVF entend rayonner sur toute la région des trois frontières (Dreieckland). Actuellement RVF a lancé une opération 1 000 auditeurs (1 000 auditeurs qui écrivent qu'ils ont bien reçu l'émission et qui fassent des critiques et des propositions). Elle invite aussi ceux qui veulent participer aux émissions à lui envoyer leurs témoignages enregistrés sur cassettes (assez courts : 5 mn en français, 5 mn en alsacien par exemple), des chansons, des poèmes etc... Déjà des compositeurs sortent au travail : bientôt toute la musique de RVF sera originale.

Pour joindre RVF, écrire à
Alain BOOS (qui transmettra)
Ecole de Kutzenhausen
par 67 250 Soutz-sous-Forêts

L'émission de RVF du samedi 3 septembre a été interrompue suite à l'intervention de la police : Un hélicoptère de la police a surgi sur les lieux d'émission et a pris en chasse l'équipe de RVF pendant 1 h 30. Grâce au soutien de la population locale, aucun membre de RVF n'a été arrêté et la totalité du matériel a pu être sauvée... Devant le succès remporté par RVF malgré l'intervention de la police, l'émission aura lieu samedi 10 septembre à 19 h 45.

Heiteren : L'occupation continue

L'occupation continue au pied du pylône inachevé de Heiteren. L'attentat du 13 juillet au cours duquel des cocktails-molotovs ont été lancés en pleine nuit sur les occupants endormis n'a fait que renforcer la détermination et la vigilance. Loin d'entraîner la division cet attentat qui visait particulièrement les occupants allemands (dont un a été assez gravement brûlé) et qui en cela préfigurait les provocations policières de Malville, n'a fait que resserrer l'unité avec les voisins badois et suisses. Pendant tout l'été une animation a eu lieu sur le terrain, même si la participation a été inégale. Mais maintenant devant le redémarrage de Fessenheim et les menaces d'évacuation qui se précisent et aussi après Malville de nouveaux problèmes se posent ; l'action doit trouver son second souffle. L'exemple de Gerstheim est encourageant, mais à la différence de Fessenheim la centrale là-bas, n'était pas encore construite.

Casino de Meudon : les jeux sont repartis

Le tribunal des référés de Nice a levé la saisie conservatoire sur le casino de Meudon. Deux architectes italiens demandaient aux exploitants du casino 5 millions et demi de francs d'honoraires pour une étude qu'ils avaient effectuée pour le compte du casino. Sitôt la décision du tribunal connue, les jeux ont repris.

L'exploitant de ce casino est Fratoni propriétaire de plusieurs maisons de jeu dont le Ruhl de Nice qui est au centre d'une sombre affaire d'escroquerie. Fratoni doit son ascension dans le monde des maisons de jeu à de solides relations notamment auprès d'un ancien député UDR.

Elbeuf, ville record

Elbeuf, en Seine Maritime, compte officiellement 20 000 «personnes actives». En juillet, l'ANPE recensait 2 500 chômeurs. Une quarantaine d'entreprises sont menacées de fermeture : ainsi Reela, fabrique de transistors, risque de licencier 300 travailleurs. A la SFF, les machines ont été démenagées, les ouvriers licenciés le soir même. L'emploi d'intérimaires se généralise. De nombreux patrons recourent aux fameux «contrats emploi-formation», qui leur assurent une main d'œuvre bon marché pour 8 mois maximum. Les mêmes envoient en retraite anticipée des ouvriers de moins de 60 ans. Aucun emploi n'est donc créé, tout au contraire.

Du gaz de la mer du Nord en France en octobre prochain

Le 8 septembre, était inauguré le terminal gazier d'Emden en RFA. Emden, c'est là qu'aboutit une canalisation de gaz naturel longue de 430 kilomètres, en provenance du gisement d'Ekofisk rendu célèbre par l'explosion de la plate-forme de forage Bravo. En effet, le sous-sol de la mer du Nord renferme en même temps que du pétrole d'importantes quantités de gaz naturel.

Très prochainement le gaz de la mer du Nord arrivera en France, probablement vers le début octobre. Les canalisations terrestres existent déjà, la principale difficulté était la construction du gazoduc sous-marin qui vient d'être achevée. En principe le gisement de gaz d'Ekofisk devrait fournir pour 3 milliards de mètres cubes de gaz à la France en 1980.

LE DÉBAT TÉLÉVISÉ SUR LA RÉFORME HABY

• Une conférence de presse l'après-midi, puis une émission d'une heure et demie le soir à la télévision ont fait de mercredi une journée consacrée à la présentation de la réforme Haby, à une semaine de la rentrée.

Le seul fait nouveau qui a été confirmé par le

Les informations, à la radio comme à la télévision, n'avaient fait que présenter des généralités superficielles sur la réforme qui va commencer à se mettre en place à la rentrée : pas de redoublement à la fin du cours préparatoire mais une demi-heure de soutien quotidien l'année suivante pour ceux qui n'auront pas complètement appris à lire et à compter, suppression des filières en sixième et là aussi heures de «soutien».

Aussi, malgré l'heure tardive, nombreux étaient sans doute ceux qui pensaient trouver dans le débat télévisé une occasion de mieux connaître les dangers de la réforme Haby.

Il n'en a rien été. Le

choix des interlocuteurs du ministre n'y a d'ailleurs pas été étranger. André Henry, secrétaire de la Fédération de l'Éducation Nationale a eu bien des difficultés à faire comprendre en quoi son organisation proposait un projet différent de la réforme. Et les deux présidents des fédérations concurrentes de parents d'élèves, maître Cornec et le docteur Lagarde se sont le plus souvent livrés à des querelles de boutiques. Si on laisse de côté le docteur Lagarde, qui approuve la réforme («avec des réserves», bien entendu), on aura au moins retiré des prestations des deux autres invités une certaine idée du projet éducatif du PS dont ils sont proches.

ministre de l'éducation est la création de 3 000 postes supplémentaires pour assurer la mise en place de la pédagogie de «soutien». Pour le reste, René Haby s'est efforcé de donner une image rassurante de sa réforme, bien aidé en cela, le soir sur Antenne 2, par des contradicteurs qui n'ont à aucun moment soulevé les problèmes de fond.

PRÉPARATION A LA VIE OU A L'EXPLOITATION ?

Leur leitmotiv fut au long de l'émission de réclamer une formation initiale pour les élèves jusqu'à 16 ans, «une véritable préparation à la vie». Tout en critiquant la réforme, tout en affirmant qu'elle conduit à l'exploitation de la jeunesse, que propose André Henry ? Une formation «qui permette la mobilité et la reconversion». Des termes que l'on entend souvent dans la bouche des patrons qui souhaitent trouver une main d'œuvre facilement reconvertible au gré des besoins de l'économie capitaliste. Haby reprit d'ailleurs l'idée à son

compte : n'est-ce pas le but qu'il vise en introduisant dès la sixième un enseignement manuel et technique ? Pour les élèves qui, bien adaptés au système scolaire bourgeois, suivront la «filière longue», ce sera un épisode vite oublié ; pour ceux qui seront projetés dans la «vie active», ce sera l'acquisition minimum des réflexes et des méthodes de travail nécessaires à un emploi d'OS.

D'ailleurs le problème de la formation prit tout son sens pendant l'interview, brève mais éclairante de Gilles, 20 ans : faute de trouver un emploi de dessinateur industriel répondant à sa qualification, il s'est vu obligé d'accepter la première occasion de travail qui se présentait. Pour l'heure, il apprend le métier de charcutier.

A quoi Haby aurait pu répondre que ce jeune était bien heureux au moins de ne pas être chômeur ! Dans une société où sévit le chômage et particulièrement pour les jeunes, toutes les belles formules sur la «formation» sonnent creux.

Mais Haby de toute façon, préférerait laisser parler ses «contradicteurs» qui ne réussissent pas, et pour cause, à l'embarrasser.

QUEL CONTENU ?

Il y aurait eu beaucoup à dire, pourtant. Ne serait-ce que sur le contenu de l'enseignement tel que l'envisage Haby : c'est ainsi qu'en français, le choix des textes devra correspondre «aux règles sur lesquelles tout le monde est d'accord», soit en réalité celles que forge et impose la bourgeoisie. La morale devra être le souci permanent des enseignants qui sont invités à combattre «le doute généralisé, l'ironie ricanante, la critique systématiquement destructrice», comme le disait Haby au mois de mars dernier. D'ailleurs, les chefs d'établissement pourront, dans le cas contraire, intervenir : leurs pouvoirs sur les élèves sont renforcés.

Sur ce point comme sur d'autres, le silence fut soigneusement gardé mercredi soir. Haby venait d'accorder 3 000 postes pour la pédagogie de «soutien», c'était au fond tout ce que demandait André Henry.

Claude ANCHER

Poursuites contre «radio verte»

Deux des animateurs de Radio Verte, qui a donné quelques courtes émissions à Paris, en mai et en juillet, ont été convoqués au ministère de l'Intérieur par le P.J., sur commission rogatoire. Les convocations font suite à une plainte de Télé-Diffusion de France (TDF) contre les émissions de Radio Verte. Brice Lalonde et Antoine Lefebvre étaient convoqués en tant que témoins. Il n'y a pour l'instant aucune inculpation.

Grève de la faim d'Aristy

Hector Aristy est emprisonné à Fresnes depuis le 16 juin. Intermédiaire entre la famille Revelli-Beaumont et les ravisseurs du PDG de Fiat-France, il avait été inculpé de complicité dans l'enlèvement. Aristy qui clame son innocence, demande sa mise en liberté provisoire sans l'obtenir. Selon son avocat, il a l'intention d'entamer une grève de la faim pour obtenir sa mise en liberté provisoire.

Nice : mensonges policiers sur une bavure

Après la révélation de la bavure policière de Nice : un policier avait tiré sur un Portugais qui s'enfuyait pour échapper à un interrogatoire, et l'avait abandonné à son sort, ce n'est que 5 jours plus tard qu'on retrouvait son cadavre, la police tente d'apporter une explication. Il faudra qu'elle en trouve une autre si elle veut convaincre de sa version des faits qui que ce soit.

En effet le policier auteur de la bavure, appuyé par ses collègues affirme qu'ayant une main handicapée, il a laissé tomber le revolver qu'il avait sorti au moment où l'ouvrier portugais s'enfuyait. En tombant, le revolver dont le cran de sûreté était levé tirait une balle qui malencontreusement allait se loger, sans que le policier s'en rende compte dans le foie de l'homme en fuite. Ce dernier cependant continuait à courir et les recherches entreprises pour le retrouver sur le moment ne donnèrent rien. Il faut croire que les policiers ont la certitude que quoi qu'ils racontent ils seront crus par la justice, car un aussi mauvais scénario ne peut résister une minute à l'examen des faits.

L'enlèvement d'un marchand de sommeil à Lyon

Roland Simon a été enlevé mardi dernier, alors qu'il rentrait à son domicile, à Couzon au Mont d'Or, dans la banlieue résidentielle de Lyon.

Trois hommes masqués et armés se sont emparés de lui alors qu'il finissait de ranger sa voiture.

Roland Simon est le directeur de la Régie Immobilière Simon, qui gère la cité située rue Olivier de Serres à Villeurbanne. Une cité ghetto où l'entassement, l'isolement et l'insalubrité résumant les conditions de vie des centaines de familles immigrées qui y résident. Roland Simon était également propriétaire de nombreux garnis (occupés jour et nuit) dont il louait les lits à des ouvriers en équipe. Le nom de Roland Simon est pour des milliers de travailleurs lyonnais le synonyme de marchand de sommeil, de propriétaire rapace. Simon aurait reçu des menaces téléphoniques dès lundi et se serait rendu le même jour à un rendez-vous dans un endroit désert, au milieu des bois qui couvrent les monts du Lyonnais, près du col de la Luère.

Ce qui est sûr, c'est que la «Régie Immobilière Simon» va être prochainement au centre d'une importante transaction financière, le nouveau maire de Villeurbanne, Charles Hernu, ayant décidé de racheter la cité pour la reconstruire. Hernu s'est du reste empressé de préciser que la mairie de Villeurbanne négociait non pas avec Roland Simon, mais avec son frère.

Nous avons demandé à Nadj, un jeune travailleur algérien qui a bien connu le cité Olivier de Serres de nous en parler :



Manifestation dans la cité Olivier de Serres en 1972

«Olivier de Serres, c'était un ghetto, complètement isolé. Pour les jeunes, aucune distraction, rien que la cour au pied des immeubles. Les immeubles tombent en ruines. Ils avaient été construits à la va-vite en 58 et, depuis, plus jamais entretenus. Comme il n'y avait rien de prévu pour l'entretien des parties communes (Simon ne voulait pas déboursier le salaire d'une concierge), elles étaient devenues insalubres. Avec les enfants qui jouaient dans ces conditions, il y a même eu une épidémie de tuberculose. Simon payait une seule personne, le gardien, un vrai raciste celui-là. Finalement, les familles ont réussi à le faire vider ! Pour avoir un logement, il fallait un loyer mensuel aussi cher qu'en HLM, et le propriétaire ne faisait pas de cadeau !

Le soir, les rondes de police commençaient. Ils tournaient autour de la cité en voiture et

contrôlaient les jeunes. Mais, peu à peu, les flics n'ont plus osé s'aventurer dans la cité. Ils s'en sont même plaints dans Le Progrès. Ils recevaient des pierres jetées par les enfants...

A Olivier de Serres, les immigrés sont isolés. On construit une école spéciale pour leurs enfants ! Dans toute la cité, il faut voir l'entassement : deux mille habitants pour 326 logements !

Simon ? Il n'était pas aimé par les familles ! On dit même qu'il aurait trempé dans une affaire de trafic de pièces d'or : des pièces étaient vendues aux familles au prix du Napoléon, alors qu'elles contenaient 50% de plomb...

Simon possédait aussi des garnis, en plus de Olivier de Serres. Les gars payaient 400 F pour un lit qu'ils cédaient la nuit à un camarade qui payait autant...»

POLITIQUE

Servan-Schreiber :
un front anti RPR

En sortant du bureau de Barre, JJSS s'est empressé d'annoncer la constitution d'un front anti-RPR des partis de droite pour les législatives. Le PR et le CDS ont aussitôt démenti, cette proposition risquant de jeter par terre le fragile équilibre réalisé par la conclusion du manifeste entre le RPR, le CDS, le CNi et le PR. Le projet de Servan-Schreiber était initialement de présenter un candidat radical dans chaque circonscription ; il propose maintenant de ne présenter de candidat que contre le RPR, et pour cette raison, il a toujours refusé de participer aux travaux des autres partis de la droite. Ces derniers reprenaient hier leurs négociations sur le partage des circonscriptions.

Barre candidat
à Lyon ?

C'est ce que semble confirmer la constitution d'un comité Barre à Lyon dans la 4ème circonscription, celle de Joxe, député RPR sortant. Barre ni ne confirme, ni n'infirme, et on indique en haut lieu que c'est une initiative de la base, bien sûr !

Conseil municipal
à Thionville : Sarre
commente

Les remous provoqués par le passage au PCF d'un conseiller municipal PS ne sont pas finis. On sait qu'il s'agit d'un militant du CERES qui, pour toute profession de foi justifiant son transfuge, reprend les critiques de Marchais contre le PS, en particulier sur la nationalisation de la sidérurgie. Le CERES qui, à l'intérieur du PS défend des thèses très convergentes avec celles du PC, est fort gêné de cette désertion ouverte. C'est pourquoi Sarre, le candidat CERES à la mairie de Paris, a été désigné pour fustiger son ancien camarade dans «Le Matin» : «On trouvera dans le passé d'autres exemples de semblable désertion. Il s'est toujours agi, il ne s'agira toujours que de cas individuels ou exceptionnels... Plus que jamais, c'est au Parti Socialiste qu'il faut être présent pour agir». Il s'agit, en faisant allusion aux désertions vers la droite de membres élus du PS il y a quelques années, de désamorcer les attaques de la majorité du PS, laquelle souligne régulièrement la complaisance extrême et réelle du CERES à l'égard du PCF.

Grève de la faim
d'une candidate évincée

Madame Alexandre Debray était suppléante du sénateur Legaret, PR. Quand ce dernier est mort l'année dernière, elle a donc accédé au sénat, mais le siège est soumis au renouvellement cette année et elle a été éliminée de la liste des candidats de la droite pour le PR, au profit de Pierre-Christian Taittinger. Ulcérée, elle fait la grève de la faim, non pas pour le siège dit-elle, mais pour que les femmes ne soient plus opprimées dans les partis de la droite !

Un vassal se rebiffe !

Pierre Mattéi, membre du Bureau National du Mouvement des Radicaux de Gauche, se plaint de «la tutelle socialiste». Se lançant, au cours d'une réunion du Comité Directeur de son mouvement, dans une violente attaque contre le PS, il a déclaré : «La majorité du Comité Directeur en a assez de la tutelle socialiste, dont elle ne veut plus être les vassaux». Il affirma que les radicaux de gauche étaient «prêts à aller à des primaires lors des prochaines législatives» si les socialistes ne leur faisaient pas quelques largesses ; mais, selon lui, ce sont particulièrement les fédérations du PS à tendance CERES qui seraient arrogantes

Garaudy et l'URSS

«Il ne faut pas se contenter de dire à propos de l'Union Soviétique : «Elle a commis telle erreur, elle a commis telle erreur». Quand on accumule à ce point les erreurs, le problème est de savoir si ce n'est pas le principe qui est faux. Ce qu'il faut mettre en cause en ce moment, c'est ceci : est-ce que oui ou non l'Union Soviétique est un pays socialiste, tant que l'on fera croire au peuple français que le socialisme peut exister sans même tenir les simples libertés formelles du régime capitaliste du régime bourgeois, on discréditera le socialisme en France».

A PROPOS DE LA LETTRE
D'UNE OUVRIERE A
L'HUMANITE-DIMANCHE

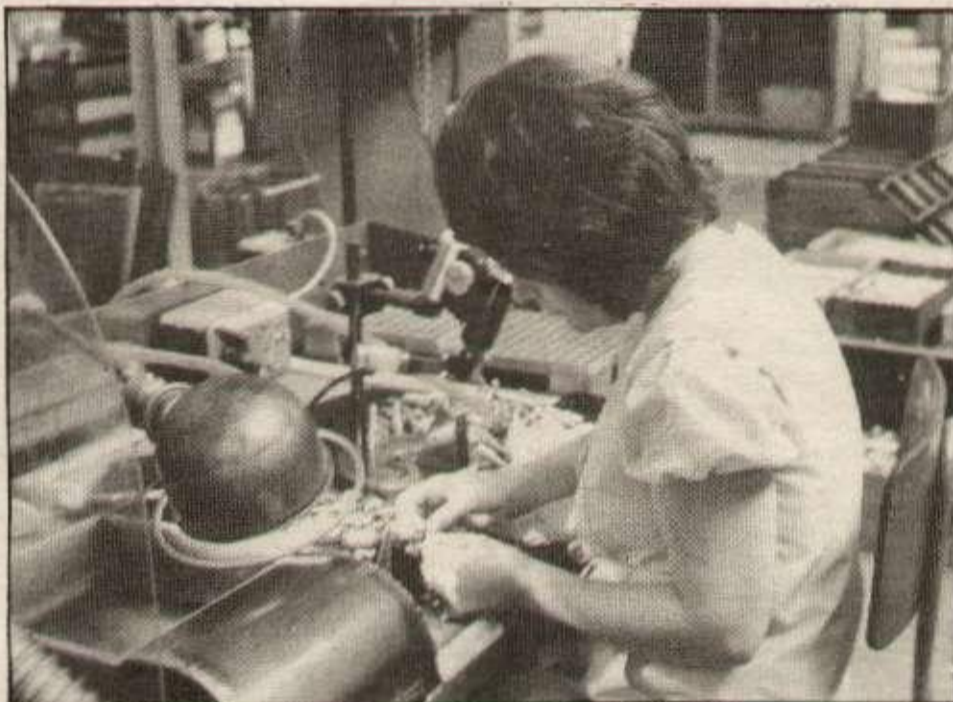
• Dans l'Humanité Dimanche de la semaine passée à l'intérieur de l'inévitable dossier «actualisation» du Programme commun, une ouvrière s'exprime sous forme de lettre. Entre le point de vue très officiel de Guy Hermier, jeune loup du bureau politique, et celui de Claude Quin, rédacteur en chef d'«économie politique».

Claire est OS chez Orega à Auxonne, près de Dijon.

Sans doute adhérente de base du PCF, elle reprend à son compte les arguments de ce parti, les arguments simplistes, fausement logiques, trompeurs, que déverse à foison le PCF à la porte des entreprises ou dans les réunions de cellule.

Premier de ces arguments : Claire fabrique des téléviseurs qui ne se vendent pas, ou pas assez. Elle pense donc qu'avec le SMIC à 2 200 F, elle, et tous les ouvriers, auront plus d'argent, et pourront acheter plus de téléviseurs. La boîte tournera mieux, illusion trompeuse. Parce qu'il n'y a pas qu'en France qu'on fabrique des postes de télé et qu'en système capitaliste, l'augmentation de chaque coût de production se répercute sur les prix ? Comment fera Orega pour résister à la concurrence internationale, avec des coûts de production plus élevés ? Et, est-ce beaucoup plus de postes de télé qu'achèteront en premier lieu les Français, avec leur (petite) augmentation du pouvoir d'achat ? Il est vrai qu'à l'autre bout de la France, les ouvriers du textile du Nord s'entendent dire la même chose pour «leur» fabrication ! Avec 400 F de plus par mois, Claire ira d'abord à l'essentiel : une meilleure nourriture, des vacances pour ses enfants, etc.

Mais Claire a un deuxième argument : il faut qu'Orega soit nationalisé, «sinon, nous continuerons à subir du chômage technique». Orega est une filiale de Thomson, et comme seul le PCF réclame la nationalisation des filiales, cette ouvrière a pris parti dans la querelle (c'est



Programme du PCF : rien à voir avec les revendications des travailleurs.

d'ailleurs pour cela que l'Humanité-Dimanche se sert d'elle !).

Passons sur le fait qu'elle sera fatalement déçue, que la pilule sera difficile à avaler quand son secrétaire de cellule lui annoncera que le nouveau programme commun est signé, qu'il n'est pas totalement satisfaisant, qu'il faut rester vigilant vis-à-vis des socialistes, etc. mais que maintenant l'heure est à la préparation des élections pour que gagne la gauche unie...

Pour ce qui est des nationalisations : nationalisé ou pas, Orega continuera, dans une économie soumise au marché capitaliste international, à subir et à jouer le jeu de la concurrence, nous l'avons vu. Personne ne parle de socialisme en 78, il faudra

bien rester dans le cadre du système capitaliste, avec ses cadences, sous la lumière artificielle dans l'atelier, toute l'exploitation que Claire dénonce avec justesse, etc. Mais au fait, qui dirigera Orega ? Les ouvrières ? Allons donc ! D'autres patrons, nommés par l'Etat, d'autres patrons venant de Paris, ne connaissant rien à l'usine, à la région. Où sera le changement ? Dans la présence des syndicats ? Il se trouvera bien, à Auxonne comme ailleurs, des dirigeants d'Union départementale pour prouver aux ouvrières qu'elles ne sont pas compétentes, qu'ils s'occuperont d'elles, et qui les priveront de tout pouvoir réel, au nom de «l'expérience», des «compétences», du «temps libre», etc.

Voilà pourquoi cette ouvrière se trompe. Un salaire de misère, le mari au chômage, les cadences, les chefs, elle a marre de tout cela. Mais ce n'est pas dans les projets du PCF qu'elle peut trouver la solution. Le socialisme, qui permet aux travailleurs de prendre leur destin en mains, de diriger la société, c'est autre chose. Alors, à quoi sert la lettre de Claire dans l'Humanité-Dimanche, sinon à saupoudrer de démagogie et d'arguments fallacieux l'exposé d'un projet capitaliste.

Militante de base du PCF ou pas, Claire a mieux à faire : il lui faut prendre la voie de la lutte pour le socialisme.

Nicolas DUVALLOIS

Des conséquences précises
du budget 1978

«Le budget de 78 est un budget sérieux pour aider une économie qui se redresse». Le gouvernement a écarté tout artifice électoraliste et il n'a pris en considération que les nécessités nationales. L'opinion approuvera le sérieux et l'honnêteté de ce budget», a déclaré Giscard au cours du conseil des ministres. S'il y a à quelque chose de sérieux, c'est l'attaque qu'il constitue contre les

travailleurs. Qu'on en juge :

• Essence : 2,42 F le 1^{er}. 2,78 (+ 2%) ; 2,58 F le 1^{er}. 6,78 (+ 7%).
• Tabac : Gitanes à 3 F, gauloises à 2,20 F ou 2,30 F. D'une manière générale + 10%.
• Vignette auto : Moins de 4 CV : 120 F ; 5 à 7 CV : 200 F ; 8 à 11 CV : 480 F ; 12 à 16 CV : 840 F ; 17 CV et plus :

1 200 F.

• Impôt sur le revenu : Tranche d'imposition relevée de 7,5%.

— Mesures d'allègement pour les personnes âgées qui prennent leur retraite et pour les bas revenus.

— Avantages aux artisans et commerçants.

— Et un certain nombre de mesures que les entreprises réclamaient depuis longtemps.

Sondage
SOFRES

La SOFRES publie dans Le Figaro de jeudi les résultats de son sondage mensuel, réalisé du 1er au 3 septembre. 53 % des personnes interrogées ont exprimé une indication de vote sont favorables à la gauche. C'est un chiffre identique à celui de juin. Par contre 47 % pensent que la droite va gagner, et 27 % que c'est la gauche qui l'emportera aux législatives. 26 % n'ont pas d'opinion.

POLITIQUE

CHÔMAGE : LES RIDICULES RECETTES DE STOLÉRU

● Suite d'une directive explicite du CNPF, la presse bourgeoise s'est lancée à corps perdu depuis quelques jours dans une considérable entreprise de mystification. L'objet en est simple : marteler l'idée

que ceux qui ne trouvent pas de travail n'en cherchent pas vraiment et pour faire pénétrer cette idée publier quotidiennement des suppléments assez consistants d'offres d'emplois

Sous la rubrique «grande opération France-Soir «emploi-jeunes»», ce journal publie le 8 septembre, au milieu des petites annonces, une interview de Stoléru «secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail, chargé des travailleurs manuels». A cette occasion, si les bornes limites de la démagogie sont accessibles, M. Stoléru peut crier victoire !

En déclarant que les jeunes refusent les emplois, Stoléru veut donner l'impression qu'il en a déterminé les causes et qu'il veut y porter remède. Selon lui, elles sont multiples : les bas salaires ; un effort important a été fait, il sera poursuivi. Notons qu'aucun chiffre vient étayer l'affirmation selon raient augmenté plus rapidement que la hausse des prix réels et pour cause.

Ensuite, poursuit-il, les travailleurs manuels ne peuvent pas «faire carrière», c'est-à-dire, non pas comme son bras droit Maïgra, quitter l'atelier pour échouer dans un ministère, mais s'installer à leur compte ! Pour cela, il fait miroiter un *Livret d'Épargne Manuelle* qui, à partir du 15 septembre, devra permettre au bout de cinq ans, de bénéficier d'un prêt afin de devenir petit patron ; la belle illusion de pouvoir échapper à la chaîne de l'exploitation et exploiter à son tour ou être artisan. De ce point de vue, Stoléru se croit revenu à la période du capitalisme naissant. Cela n'est cependant pas suffisant et pour faire rester les travailleurs — au moins cinq ans — à l'usine (le temps du plan d'épargne), il décrète qu'il faut installer des douches.

Mais, il n'est toujours pas question de réduire les cadences et de supprimer le travail parcellisé, abrutissant. Cependant, à condition qu'il s'agisse juste de papoter sans remettre en cause ces conditions de travail, il se propose de «donner au salarié la liberté d'expression dans l'entreprise» pas pour «demander aux ouvriers de donner leur avis sur le plan d'investissement de l'entreprise» précise-t-il, mais «nous voudrions aller jusqu'à leur donner la possibilité de gérer en groupe un budget d'amélioration des conditions de travail». Il propose la cogestion à l'allemande, pour faire plébisciter les conditions de travail par la classe ouvrière elle-même ; quand surviendrait un accident du travail, il serait bien pratique pour le pa-



Stoléru palabre... le chômage augmente toujours.

tron de pouvoir déclarer «peut-être que cette machine n'offrirait pas toutes les conditions de sécurité souhaitables, mais vous-mêmes avez jugé qu'il était plus urgent encore d'investir dans telle ou telle autre mesure...»

Les jeunes qui entrent dans le technique pourront emprunter une filière conduisant «comme l'enseignement général, aux plus grandes écoles polytechniques, ENA, HEC, Ecole Centrale». On croit rêver.

Ce n'est pas tout : plus de dix centres de formation professionnelle pour bachelier vont être créés, les apprentis vont avoir des cartes de réduction dans les cinémas «comme les étudiants», des stages pratiques permettant au jeune de passer six mois

dans les entreprises vont être organisés, les filles seront encouragées à apprendre tous les métiers «sauf charpentier parce qu'il faut porter des poutres».

Quand le journaliste pose la question à Stoléru sur ce qu'il pense de l'attente de trois ans pour entrer en FPA de mécanique-auto, il répond naïvement : «Ce n'est pas vrai qu'il faille attendre trois ans. Les listes d'attente sont longues mais, elles se vident en cours d'attente, un certain nombre de personnes renonçant entre temps».

Il fallait y penser. De toute manière, ajoute-t-il, on apprend mieux.

La grande annonce de l'interview mérite d'être mentionnée «les artisans

sont prêts à embaucher 120 000 apprentis». C'est trop ! Pourquoi Stoléru n'a-t-il pas dit quelle est la durée moyenne du travail des apprentis ? Il ne peut décemment ignorer que nombreux sont ceux qui travaillent plus de 60 heures par semaine, quelquefois 90 (chez certains pâtisseries notamment) qu'ils sont payés moins de 150 francs par mois et qu'ils reçoivent encore des taloches.

Cet interview de Stoléru ramasse toutes les propositions du politicien réformiste qu'il prétend être ; toutes ? Non, il en a oublié une, faite lors d'une visite à Renault-Douvrin : installer des cabines téléphoniques sur les chaînes de production !

LE RPR VEUT DEVENIR UN «PARTI DE COMBAT»

Derrière les palabres sur le «manifeste de la majorité», derrière les visites de Chirac à Barre, le RPR a en fait d'autres préoccupations. Elles se sont clairement exprimées lors du Comité Central, dont la *Lettre de la Nation* rend compte mercredi. Pour le RPR, quelque que soit l'issue des élections législatives, il s'agit de se structurer, de construire un mouvement suffisamment puissant et fort — dans tous les sens du terme — pour être nécessairement le parti numéro un en cas de victoire de la droite, et pour être le parti d'opposition drainant tout ce qu'il y a de réactionnaire dans le cas d'un pouvoir de gauche. Monod semble

être le maître d'œuvre de cette politique. Un thème central agite le RPR : la bataille politique va se situer dans les entreprises ; il faut donc que la droite y soit présente : le RPR relance pour cela une vieille organisation en sommeil, «l'action ouvrière et professionnelle». Cette AOP serait forte aujourd'hui de 400 sections, ce qui semble quelque peu exagéré ; il n'en reste pas moins que le caractère fascisant d'une certaine propagande (voir les fameuses affiches) peut séduire des agents de maîtrise ou des petits patrons (ils ont leur place dans cette association) décidés à lutter «pour de bon» contre les travailleurs.

Aucun des thèmes de l'AOP n'est d'ailleurs contradictoire avec l'idéologie de l'officine fasciste CFT.

Parallèlement à cette relance de l'AOP, le RPR va lancer une nouvelle campagne d'affiches, et multiplier les grands rassemblements : congrès des maires, congrès des jeunes, tour de France de Chirac, etc. Chirac ou Guéna sur le devant de la scène, pour parler et endormir les autres partis de droite, Monod, Pasqua et autres derrière pour transformer le RPR en parti de combat, du côté de la droite la plus réactionnaire aussi, on prépare 78...

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRM
- *Pékin Information*
- *La Chine en Construction*
- Reception du *Manifeste pour le Socialisme*

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France
- Ou parmi les livres :
- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste* (Paule Lejeune)
- + *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Les enfants de Xisha* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- *La Commune de Paris* (Lissagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : *Checca*
- Chile Resistencia
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM

NOM (en capitales)
Prénom
Adresse
Ville Date :

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

INTERNATIONAL

Panama : signature du traité entre les USA et Panama

UNE SOUVERAINETÉ FORMELLE

A Washington, le traité mis au point entre les États Unis et Panama était signé mercredi.

En l'an 2000, Panama aura la souveraineté complète sur le canal. Ce sont les termes du traité signé mercredi entre les États Unis et Panama. Dans l'immédiat, 65 % de la zone occupée par les Américains depuis le début du siècle sera restitué.



Le traité en l'état apparaît comme un pacte essentiellement formel qui laisse aux États Unis l'essentiel du contrôle sur la zone. Mais il contient la reconnaissance du droit de Panama à la souveraineté sur cette zone, pour laquelle depuis vingt ans le peuple de Panama.

Cette reconnaissance a soulevé une vague d'opposition au traité, dans la bourgeoisie américaine, une campagne anti-traité sur le thème « il n'y a pas de canal de Panama, mais un canal américain à Panama ».

du congrès de ratifier le traité au cours d'une cérémonie à laquelle sont conviés tous les chefs d'État d'Amérique Latine. Seul, le Mexique a refusé de cautionner cet accord, son président a refusé de se rendre à Washington pour reconnaître aux Américains un droit sur le canal jusqu'en 1999.

Il n'arrive plus à faire face aux échéances de sa dette, il a besoin de l'accord des États Unis pour obtenir un assouplissement de la part de ses créanciers, et du feu vert des États Unis pour obtenir un prêt du FMI afin de combler le déficit.

LES DEUX CONCEPTIONS DU MONDE

Dans l'histoire de la connaissance humaine, il a toujours existé deux conceptions des lois du développement du monde : l'une est métaphysique, l'autre dialectique ; elles constituent deux conceptions du monde opposées.

Les deux concepts fondamentaux (ou les deux possibles ?) ou les deux concepts donnés par l'histoire ? du développement (de l'évolution) sont : le développement en tant que diminution et augmentation, en tant que répétition, et le développement en tant qu'unité des contraires (dédoublement de ce qui est un, en contraires qui s'excluent mutuellement, et rapports entre eux).

Lénine parle justement ici de ces deux conceptions différentes du monde.

Pendant une longue période de l'histoire, le mode de pensée métaphysique, propre à la conception idéaliste du monde, a occupé, en Chine comme en Europe, une place dominante dans l'esprit des gens.

La métaphysique, ou l'évolutionnisme vulgaire, considère toutes les choses dans le monde comme isolées, en état de repos ; elle les considère unilatéralement. Une telle conception du monde fait regarder toutes les choses, tous les phénomènes du monde, leurs formes et leurs catégories comme éternellement isolés les uns des autres, comme éternellement immuables.

L'attention portée au développement physique et intellectuel de la nouvelle génération de Somaliens, semble une importante préoccupation du régime. « C'est dans les régions comme celle-ci que la société nouvelle est en germe » nous dit, en se réclamant du « socialisme scientifique », l'officier responsable de cette zone, au bord du Shabelle.

Dès le début, presque en même temps que l'hôpital, on a construit de longues paillotes : des écoles. Six mois après son installation, un tiers de la population de Kurtunwaarey apprenait à lire et à écrire.

(à suivre)

Carnet de voyage en Somalie

Une nouvelle génération

par Jean-Paul GAY

En parcourant Kurtunwaarey, nous avons rencontré des familles logées à proximité les unes des autres, qui venaient de régions différentes. « Les gens ont été répartis de telle manière qu'il n'y ait pas de cloisonnement entre régions d'origine », nous dit le responsable de la cité. Ce souci s'explique du fait qu'au lendemain de l'indépendance, le tribalisme, les antagonismes régionaux étaient vivaces, et entretenus par la domination néo-coloniale.



Deux jeunes, venus de la brousse, apprennent à lire.

te : la réputation solidement établie de la région des fleuves pour ses épidémies de malaria. Mais cette maladie a été énergiquement combattue grâce à des campagnes sanitaires ; de même pour la tuberculose, qui était une des principales causes de la mortalité infantile avant l'âge de 6 mois.

même meilleure que dans les villes. Ceci est dû à la mobilisation et à l'organisation de la population. Dans chaque famille, quelqu'un est plus particulièrement responsable de la santé, chargé de veiller à la situation sanitaire, de faire des rapports au Conseil qui dirige la cité, et de répercuter à la base les directives dans ce domaine.

La métaphysique, ou l'évolutionnisme vulgaire, considère toutes les choses dans le monde comme isolées, en état de repos ; elle les considère unilatéralement. Une telle conception du monde fait regarder toutes les choses, tous les phénomènes du monde, leurs formes et leurs catégories comme éternellement isolés les uns des autres, comme éternellement immuables.

Il y a un an disparaissait le camarade Mao Tse-toung

Il y a un an, le 9 septembre, l'ensemble des révolutionnaires et des peuples du monde étaient endeuillés par la mort du camarade Mao-Tsé-Toung.

Aujourd'hui, en lui rendant hommage, nous voulons affirmer notre conviction dans la victoire de la révolution mondiale pour laquelle il a tant œuvré.

Pour nous, Mao-Tsé-Toung, c'est le grand dirigeant du Parti communiste chinois, le chef prestigieux qui a su tracer la voie de l'émancipation de son peuple, celui qui a conduit le quart de l'humanité à la victoire dans la lutte contre l'oppression coloniale et féodale, puis dans la lutte pour l'édification du socialisme.

Pour nous, Mao-Tsé-Toung représente aussi le grand dirigeant du prolétariat international dont les apports, politiques et théoriques, à la lutte de la classe ouvrière et des peuples, sont d'une très grande portée.

En systématisant les leçons de la guerre populaire menée, sous la direction du parti communiste, par les masses chinoises, Mao-Tsé-Toung a contribué puissamment aux succès du mouvement de libération nationale dans le monde. A une époque où ce mouvement devient une composante essentielle de la révolution prolétarienne mondiale, les analyses de Mao sur la démocratie nouvelle qui conduit, en un mouvement ininterrompu, les peuples opprimés de la

libération nationale au socialisme, sont d'un précieux apport.

C'est en impulsant et en développant la lutte contre le révisionnisme moderne que le camarade Mao-Tsé-Toung a apporté au marxisme-léninisme les enrichissements les plus décisifs.

En tirant les leçons de la transformation de l'URSS, premier Etat socialiste du monde en un Etat capitaliste, en se fondant sur l'expérience du parti communiste et des larges masses de Chine, aux débuts de la construction du socialisme, Mao-Tsé-Toung a élaboré la théorie fondamentale de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Mettant en lumière les causes internes à la société socialiste qui peuvent la faire régresser vers le capitalisme, indiquant par le déclenchement de la Grande Révolution Culturelle l'application des armes qui permettent au prolétariat de conserver et consolider son pouvoir, Mao Tsé Toung a renforcé politiquement et idéologiquement la détermination révolutionnaire de la classe ouvrière, où le révisionnisme suscitait découragement et scepticisme quant à l'avenir de la révolution.

Dirigeant les grandes luttes de lignes dans lesquelles le Parti communiste chinois s'est édifié, le camarade Mao-Tsé-Toung a redéfini les principes du

parti communiste de type nouveau, radicalement différent des partis révisionnistes. L'enrichissement du concept de ligne de masse, la mise à jour de la lutte entre deux classes, deux voies, deux lignes au sein du parti, la définition du caractère de classe du centralisme démocratique, de sa liaison étroite avec la conception prolétarienne du monde, sont autant d'apports de Mao-Tsé-Toung à la théorie marxiste en matière d'édification d'un parti, afin qu'il soit un instrument plus efficace de la lutte des masses pour le socialisme.

Eclairés et inspirés par notre propre lutte par la pensée maotsétoung, nous construirons le socialisme dans notre pays.

Biens précieux pour tous les révolutionnaires, par les enseignements universels qu'ils contiennent pour la lutte, nous devons étudier attentivement les écrits de Mao.

En hommage au camarade Mao-Tsé-Toung, le Quotidien du Peuple publie aujourd'hui un extrait de « De la Contradiction ». Dans cet essai philosophique, écrit en août 1937, à la suite de « De la Pratique », Mao consacre le premier chapitre aux deux conceptions du monde, dans l'histoire de la connaissance humaine. C'est ce passage que nous publions.



Proclamation de la République Populaire de Chine

début du XX^e, dans l'évolutionnisme vulgaire. En Chine, la pensée métaphysique qui s'exprimait dans les mots « Le ciel est immuable, immuable est le Tao » a été défendue longtemps par la classe féodale décadente au pouvoir. Quant au matérialisme mécaniste et à l'évolutionnisme vulgaire, importés d'Europe dans les cent dernières années, ils ont trouvé leurs tenants dans la bourgeoisie.

sent d'une qualité à une autre. En fait, même le mouvement mécanique, provoqué par une impulsion extérieure, se réalise par l'intermédiaire des contradictions internes des choses et des phénomènes. Dans le monde végétal et animal, la simple croissance, le développement quantitatif sont aussi provoqués principalement par les contradictions internes. De même, le développement de la société est dû surtout à des causes

l'ancien. Le développement de ces contradictions fait avancer la société, amène le remplacement de la vieille société par la nouvelle. La dialectique matérialiste exclut-elle les causes externes ? Nullement. Elle considère que les causes externes constituent la condition des changements, que les causes internes en sont la base, et que les causes externes opèrent par l'intermédiaire des causes internes. L'œuf qui a reçu une quantité appropriée de chaleur se transforme en poussin, mais la chaleur ne peut transformer une pierre en poussin, car leurs bases sont différentes. Les différents peuples agissent constamment les uns sur les autres. A l'époque du capitalisme, en particulier à l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes, l'action exercée et l'effet produit par les différents pays les uns sur les autres dans les domaines de la politique, de l'économie et de la culture sont énormes. La Révolution socialiste d'Octobre a ouvert une ère nouvelle non seulement dans l'histoire de la Russie, mais aussi dans celle du monde entier ; elle a influé sur les changements internes dans différents pays, et aussi, avec une intensité particulière, sur les changements internes en Chine. Mais les modifications qui en ont résulté se sont produites par l'intermédiaire des lois internes propres à ces pays, propres à la Chine. De deux armées aux prises, l'une est victorieuse, l'autre est défaite : cela est déterminé par des causes internes. La victoire est due soit à la puissance de l'armée, soit à la justesse de vue de son commandement ; la défaite tient soit à la faiblesse de l'armée, soit aux erreurs commises par son commandement ; c'est par l'intermédiaire des causes internes que les causes externes produisent leur effet. En Chine, si la grande bourgeoisie a vaincu en 1927 le prolétariat, c'est grâce à l'opportunisme qui se manifestait au sein même du prolétariat chinois (à l'intérieur du Parti communiste chinois). Lorsque nous en eûmes fini avec cet opportunisme, la révolution chinoise reprit son essor. Plus tard, elle a de nouveau sérieusement souffert des coups infligés par l'ennemi, cette fois à la suite des tendances aventuristes apparues au sein de notre Parti. Et quand nous eûmes liquidé cet aventurisme, notre cause recommença à progresser. Il s'ensuit que pour conduire la révolution à la victoire, un parti doit s'appuyer sur la justesse de sa ligne politique et la solidité de son organisation.



Mao Tse-toung à Yanan

Contrairement à la conception métaphysique du monde, la conception matérialiste-dialectique veut que l'on parte, dans l'étude du développement d'une chose ou d'un phénomène, de son contenu interne, de ses relations avec d'autres choses ou d'autres phénomènes, c'est-à-dire que l'on considère le développement des choses ou des phénomènes comme leur mouvement propre, nécessaire, interne, chaque chose, chaque phénomène étant d'ailleurs, dans son mouvement, en liaison et en interaction avec les autres choses, les autres phénomènes qui l'environnent. La cause fondamentale du développement des choses et des phénomènes n'est pas externe, mais interne ; elle se trouve dans les contradictions internes des choses et des phénomènes eux-mêmes. Toute chose, tout phénomène implique ces contradictions d'où procèdent son mouvement et son développement. Ces contradictions, inhérentes aux choses et aux phénomènes, sont la cause fondamentale de leur développement, alors que leur liaison mutuelle et leur action réciproque n'en constituent que les causes secondes. Ainsi donc, la dialectique matérialiste a combattu énergiquement la théorie métaphysique de la cause externe, de l'impulsion extérieure, propre au matérialisme mécaniste et à l'évolutionnisme vulgaire. Il est clair que les causes purement externes sont seulement capables de provoquer le mouvement mécanique des choses et des phénomènes, c'est-à-dire les modifications de volume, de quantité, et qu'elles ne peuvent expliquer pourquoi les choses et les phénomènes sont d'une diversité qualitative infinie, pourquoi ils pas-

internes et non externes. On voit des pays qui se trouvent dans des conditions géographiques et climatiques quasi-identiques se développer d'une manière très différente et très inégale. Il arrive que dans un seul et même pays de grands changements se produisent dans la société sans que soient modifiés le milieu géographique et le climat. La Russie impérialiste est devenue l'Union soviétique socialiste, et le Japon féodal, fermé au monde extérieur, est devenu le Japon impérialiste, bien que la géographie et le climat de ces pays n'aient subi aucune modification. La Chine, longtemps soumise au régime féodal, a connu de grands changements au cours des cent dernières années ; elle évolue maintenant vers une Chine nouvelle, émancipée et libre ; et pourtant ni la géographie ni le climat de tout le globe terrestre et de chacune des parties, mais ils sont insignifiants en comparaison de ceux de la société ; les premiers demandent des dizaines de milliers d'années pour se manifester, tandis que pour les seconds, il suffit de millénaires, de siècles, de décades, voire de quelques années ou quelques mois seulement (en période de révolution). Selon le point de vue de la dialectique matérialiste, les changements dans la nature sont dus principalement au développement de ses contradictions internes. Ceux qui interviennent dans la société proviennent surtout du développement des contradictions à l'intérieur de la société, c'est-à-dire des contradictions entre les forces productives et les rapports de production, entre les classes, entre le nouveau et

La conception dialectique du monde apparaît en Chine et en Europe dès l'antiquité. Toutefois, la dialectique des temps anciens avait quelque chose de spontané, de primitif ; en raison des conditions sociales et historiques d'alors, elle ne pouvait encore constituer un système théorique, donc expliquer le monde sous tous ses aspects, et elle fut remplacée par la métaphysique. Le célèbre philosophe allemand Hegel, qui a vécu à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, a apporté une très importante contribution à la dialectique ; toutefois, sa dialectique était idéaliste. C'est seulement lorsque Marx et Engels, les grands protagonistes du mouvement prolétarien, eurent généralisés les résultats positifs obtenus par l'humanité au cours du développement de la connaissance et qu'ils eurent, en particulier, repris dans un esprit critique les éléments rationnels de la dialectique de Hegel et créés la grande théorie du matérialisme dialectique et historique qu'une révolution sans précédent se produisit dans l'histoire de la connaissance humaine. Cette théorie fut développée plus tard par Lénine et Staline. Dès qu'elle pénétra en Chine, elle provoqua d'immenses changements dans la pensée chinoise.

La conception dialectique du monde nous apprend surtout à observer et à analyser le mouvement contradictoire dans les différentes choses, les différents phénomènes, et à déterminer, sur la base de cette analyse, les méthodes propres à résoudre les contradictions. C'est pourquoi la compréhension concrète de la loi de la contradiction inhérente aux choses et aux phénomènes est pour nous d'une importance extrême.

INTERNATIONAL

ALLEMAGNE : LES RACINES DE LA TERREUR POLICIÈRE

Selon la plupart des commentateurs, la situation actuelle en Allemagne s'expliquerait par un «engrenage de la violence», la violence policière et l'anarchisme se renforçant mutuellement dans une surenchère où les attentats de la RAF (Fraction Armée Rouge) joueraient un rôle moteur. Ce qui revient à excuser le terrorisme policier qui s'abat sur l'Allemagne aujourd'hui. C'est ce qu'a fait à la télévision le professeur Alfred Grosser, journaliste au *Monde* et «spécialiste» de l'Allemagne, minimisant contre toute évidence le climat de terreur, niant la réalité de la torture et de l'assassinat des prisonniers politiques.

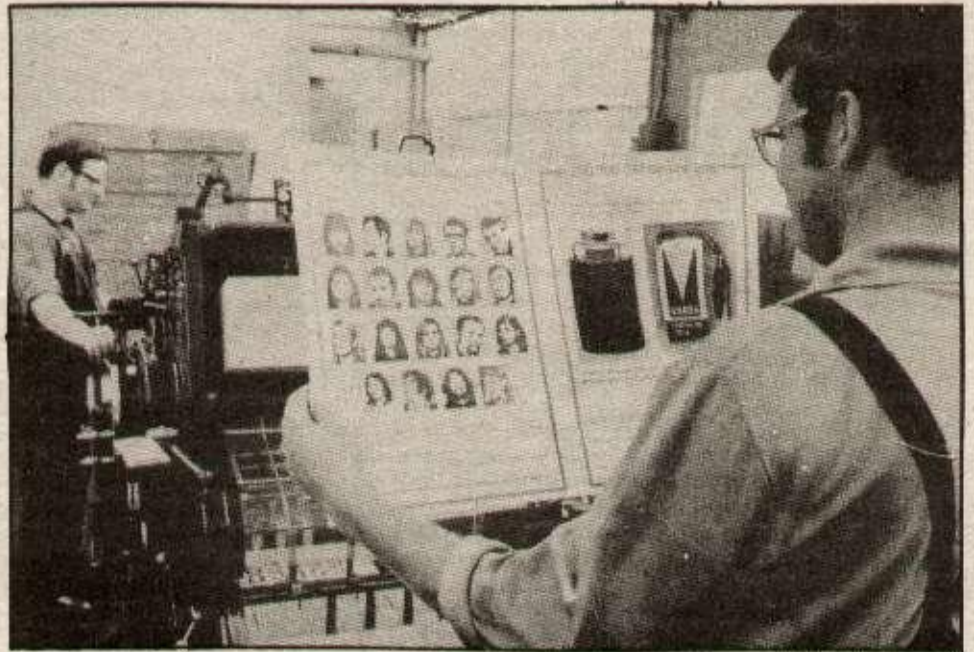
Si l'État allemand exploite la situation actuelle pour se renforcer encore davantage, ses tendances ultra-répressives et fascistes ne datent pas de l'apparition de la Fraction Armée Rouge. Comme le rappelait

mercredi soir Klaus Croissant à Antenne 2, l'État de la RFA est conçu en 1948 par l'impérialisme US comme un bastion anti-communiste. Dans cette mesure, il ne s'agit nullement d'un État épuré de nazis, au contraire politiciens, hauts fonctionnaires, patrons responsables des crimes du régime hitlérien réapparaissent très vite sur le devant de la scène : Kiesinger, ancien chancelier, et Schleyer lui-même en sont les exemples les plus connus. L'affaire Kaplan a bien montré l'influence croissante des vieux nazis : c'est au sein même de l'État que se fait la réhabilitation du fascisme plus que par la création de groupuscules comme le NPD (parti néo-nazi) de Von Thadden. Les lois formellement prévues contre la renaissance du nazisme seront très rapidement utilisées contre les démocrates et les révolutionnaires, au nom de la

lutte contre l'«extrémisme».

Mais là n'est pas l'essentiel : on assiste depuis une dizaine d'années à un déferlement fascisant et à un renforcement sans précédent de l'État, dirigés contre les mouvements populaires qui commencent alors à se développer dans la jeunesse et la classe ouvrière.

La social-démocratie mise en selle en 1966 pour faire payer la crise aux travailleurs ne renie pas cet héritage autoritaire. Elle s'appuie sur des organisations syndicales développant une ligne de collaboration très poussée qui interdisent toute initiative aux travailleurs, limitent le droit de grève et font la chasse aux révolutionnaires. Le «consensus social» étant ainsi réalisé, l'État allemand dénonce, puis pourchasse toute opposition caractérisée comme



Appel à la délation : listes et photos de personnes recherchées dans un journal.

extrémistes. Les luttes de la jeunesse contre la guerre du Vietnam, les grèves sauvages de 1969 et 1973 ont été les premières cibles du terrorisme policier : tentative de meurtre de Rudi Dutschke en 1967, assassinat par la police de l'ouvrier Routhier en 1974.

Bien entendu, à partir de 1972, la bourgeoisie allemande va tirer parti des attentats individuels suscités par la révolte contre le régime. Dès lors, toute opposition est criminalisée. Aujourd'hui, comme au moment de l'enlèvement de Lorenz, un appel massif à la délation est lancé. La police en direct sur les mass-media appelle les

gens à dénoncer toute activité et attitude suspecte. La chasse à l'homme s'accompagne d'une vaste chasse aux sorcières et après chaque enquête, les fiches qui viennent d'être constituées grâce à la délation et non utilisées (l'écrasante majorité) sont bien sûr classées. La justice affine son réseau digne de l'Inquisition, traque les avocats, les journalistes, les intellectuels au moindre mot écrit ou prononcé qui «offense l'État». Il s'agit d'étouffer dans l'œuf toute potentialité révolutionnaire, d'isoler l'opposant par un cordon sanitaire de peur et de réprobation, puisque l'indulgence ou la compréhens-

sion deviennent criminels.

La terreur policière aujourd'hui en Allemagne ne vient pas d'une hystérie passagère provoquée pas les attentats anarchistes. Elle est l'expression d'une dictature féroce de la bourgeoisie qui combine la collaboration de classes social-démocrate avec les traditions répressives du passé fasciste pour maintenir dans son étau la classe ouvrière. Tel est ce «modèle allemand» que la bourgeoisie française donne comme perspective aux peuples d'Europe et que Schmidt s'efforce d'exporter.

J.P. CHAMPAGNY

SAHARA : UN AVION F5 A ÉTÉ ABATTU au-dessus de Lixia à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Bojador, sur la côte. Le pilote a été fait prisonnier. 18 autres soldats marocains ont été faits prisonniers au cours d'une embuscade dans la même région. De nombreuses armes ont été récupérées et de nombreux soldats ont été tués.

TCHÉCOSLOVAQUIE :

Plusieurs centaines de personnes ont affronté les forces de l'ordre au cours d'un festival populaire en Bohême occidentale au mois d'août. Une centaine de personnes ont été blessées, plusieurs policiers également. 13 personnes ont été arrêtées, dont un signataire de la charte 77.

GRANDE-BRETAGNE

Malgré une forte opposition et de nombreux incidents, le gouvernement travailliste est parvenu à faire voter au congrès national des syndicats un nouveau «contrat social» limitant pour un an les revendications salariales.

P.C.I.

Maria Antonietta Macciocchi a été exclue du PCI pour avoir signé un manifeste contre la répression en Italie.

CHINE-USA

D'après l'agence Associated Press, Teng Siao Ping a déclaré que les relations entre la Chine et les USA n'avaient pas avancé au cours de la visite du secrétaire d'État américain Vance. En effet le gouvernement américain ne renonce pas à occuper Taiwan et à soutenir le régime fantôme.

SOMALIE

Alors que d'importants combats ont repris en Ogaden, un dirigeant somalien a accusé des troupes cubaines d'intervenir aux côtés de l'armée éthiopienne. Il a également mis en cause la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est. Selon certaines informations, l'Éthiopie aurait rompu mercredi ses relations diplomatiques avec la Somalie.

PANAMA

Plusieurs centaines de manifestants hostiles au traité sur le canal de Panama se sont affrontés à la police mercredi, jour de la signature du traité.

USA

Accusé de fraude et de trafic d'influence, lance le ministre de Carter, Bert Lance, semble acculé à la démission, les preuves contre lui s'accumulant. La semaine dernière Carter le soutenait encore, disant «Bert, je suis fier de vous».

NOUVELLE MOBILISATION AU PAYS BASQUE JEUDI

Euskadi : trois mois après les élections, l'amnistie et les libertés sont toujours à l'ordre du jour.

À la suite des manifestations de samedi, un responsable de la commission pro-amnistie de Bilbao s'exprimait ainsi :

«Il reste encore des prisonniers politiques et sociaux dans les prisons ; le fait que les arrestations politiques continuent, le fait qu'en ce moment plusieurs soldats soient détenus ou jugés pour des raisons politiques, l'existence de plusieurs centaines d'exilés, le cas d'Apalategui victime de la répression des gouvernements français et espagnol, le fait même de l'emprisonnement de Larena (condamné à mort, expulsé d'Espagne, rentré clandestinement et de nouveau emprisonné depuis un mois - NDLR) et la clandestinité où sont encore confinés beaucoup de partis et organisations populaires nous ont obligé à convoquer le peuple».

La démocratisation dont les élections étaient le signe, n'ont pas été pour le peuple basque

Juan Maria Bandres, avocat de nombreux militants de l'ETA. Sénateur, représentatif de la gauche «abertzale» (nationaliste) nous a expliqué le sens des manifestations de jeudi soir.

—J.M.B. : Depuis le 15 juin, ni le P.N.V., ni le PSOE n'ont été ni de près, ni de loin mêlés à une quelconque mobilisation populaire. Plus encore, elles ne les ont pas appuyées et d'une certaine manière, elles les ont critiquées.

Malgré cela, les mobilisations ont eu lieu et ont été très massives. La base de ces partis, en certaines occasions, a même été présente dans certaines manifestations. Surtout à la marche de la liberté qui

s'est terminée à Pampelune dans un endroit absurde, très éloigné, incroyablement, qui nous avait été imposé par le gouverneur civil de Navarre et où, malgré tout, près de 150 000 personnes se sont rendues. Les partis majoritaires se sont alors rendus compte qu'ils étaient en train de perdre les rênes des manifestations et qu'il était nécessaire de mobiliser les masses pour qu'elles appuient leur activité parlementaire. Nous, la gauche basque, nous avons annoncé une manifestation la semaine passée. Les autres n'ont pas voulu s'y mêler parce qu'elle n'était pas à leur initiative. Elle a été pourtant un succès très important, puisque y participèrent environ 125 000 per-

l'occasion de relâcher la pression. Au contraire, les libertés qu'ils a arrachées sont mises à profit pour étendre et renforcer encore la lutte.

Mais les partis qui ont gagné les élections sont nettement restés en marge.

Constitués en assemblées de parlementaires, ils ont orienté toute leur activité sur la négociation d'un statut d'autonomie, d'où les masses sont soigneusement écartées.

Est-ce pour cela que le Pays Basque les a envoyés au parlement ? Les questions ne manquent pas dans la tête des travailleurs, des patriotes qui, à travers les commissions pro-amnistie, les assemblées populaires, d'usines, de quartier sont habitués à être protagonistes dans la lutte contre le régime espagnol.

Le mot d'ordre d'indépendance, repris par de larges fractions des récents cortèges, constitue une manière de répondre.

sonnes, ce qui est beaucoup pour une ville comme San Sébastian. De plus, une organisation magnifique, déroulement ordonné, responsable... Une grande manifestation.

Alors, ils ont décidé d'en organiser une autre et ont invité aussi la gauche.

Comme les revendications sont, disons, acceptables, les partis de gauche ont accepté.

—QdP : Comment le peuple basque réagit-il devant cette position des partis bourgeois ?

—J.M.B. : Nous le verrons demain, le peuple a remis en question les partis qui n'ont pas participé aux mobilisations, et il les a condamnés d'une certaine manière. Ce qui se passe,

c'est que les partis présentent le résultat des élections comme seul titre de légitimité. Comme ils ont gagné, ils nous le rappellent à chaque moment.

La manifestation de demain peut-être importante, il ne faut pas oublier que les partis de gauche appellent eux aussi et l'organisent dans une large mesure. Il est possible qu'on y avance des mots d'ordre qui gênent quelque peu les partis parlementaires.

Par exemple, si le peuple crie «Indépendance» comme l'autre jour, cela dérange le PSOE comme c'est bien naturel. Il faut prendre en compte le fait qu'il y a peu de temps, on ne pouvait le reprendre vraiment à cause de la répression pourtant, samedi, il a été très largement repris».

- TF 1
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Adieu mes quinze ans
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Cinq à six, Feuilleton
 21 h 25 - Voyage aux îles du grand océan
 22 h 15 - Allons au cinéma
 22 h 45 - Journal
- A 2
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - En ce temps-là la joie de vivre
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - De la part des copains, film franco-italien de Terence Young (1970), film policier avec Charles Bronson et liv Ullmann
 22 h 00 - Les jours de notre vie, magazine médical
 23 h 00 - Journal
- FR 3
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Scènes de la vie de province
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Cinéma français 1968-1976, l'ibis rouge, film français de Jean-Pierre Mocky (1975) avec Michel Simon, Michel Serrault et Michel Galabru
 21 h 45 - Un journal, un évènement.

Vendredi 9 septembre

- TF 1
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Adieu mes quinze ans
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Symphonie pour la Pologne, soirée retransmise de Varsovie
 22 h 00 - Boxe
 22 h 30 - Journal
- A 2
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - En ce temps-là la joie de vivre
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La chasse aux hommes
 21 h 35 - Apostrophes, émission de Bernard Pivot. Napoléon et quelques autres personnages
 22 h 45 - Journal
 22 h 50 - Ciné-Club, HENRY V; film anglais de Laurence Olivier (1945), d'après la pièce de Shakespeare.
- FR 3
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Scènes de la vie de Province
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Vendredi, service public : l'hôpital au service de qui ? Un secteur énorme, (400 000 lits) qui représente la moitié du budget des cotisations d'assurance maladie. Des usines à soins où le malade est traité en objet et les soins sont fait à la chaîne. Une émission qui se veut donner une place à une remise en cause de la structure hospitalière.
 21 h 30 - Egon Schiele
 22 h 20 - Journal

BLOC NOTES

Quand nos députés travaillent...

INTERVIEW (PRESQUE) IMAGINAIRE

« Désireux d'en savoir plus sur le travail de nos députés, nous avons été interviewer l'un d'eux. Bien sûr, cette interview est imaginaire, mais pas fantaisiste. La plupart des paroles attribuées à M. Mourot, sont reprises d'un rapport qu'il a fait à la chambre des députés.

RÉPARER L'INJUSTICE

— Monsieur le député, pouvez-vous préciser le douloureux problème qui vous a amené à reprendre au nom de la Commission de la Défense Nationale et des Forces Armées, une proposition de loi faite par feu M. Simon-Lorière ?

— M. Mourot : Il s'agit, disons-le d'emblée, d'un grave cas d'injustice, que des parlementaires soucieux d'assurer pleinement l'égalité des Français ne sauraient longtemps tolérer.

L'annexe à la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires, fixe à cinquante ans la limite d'âge spéciale des musiciens de la Marine et à cinquante-cinq ans celle des musiciens à l'Armée de l'Air. Mon collègue s'est, à juste titre, insurgé contre cette discrimination et a proposé en conséquence de fixer à cinquante-cinq ans la limite des musiciens de la Marine.

UNE TRIPLE DISCRIMINATION

— Cette différence paraît d'autant moins justifiable que dans la Marine comme dans l'Armée de l'Air, les musiciens font des carrières complètes...

— M. Mourot : Oui, mais ce n'est pas tout. Dans la Marine, les sous-chefs de musique bénéficient de la limite d'âge de cinquante-cinq ans. Or, quoiqu'ils constituent, en raison de leurs responsabilités musicales, un corps distinct, ils sont, à bien prendre les choses, avant tout des musiciens. Enfin, au sein du nouveau corps des officiers mariniers des ports, seuls les musiciens (et les marins pompiers) ne bénéficient pas de la limite d'âge à cinquante-cinq ans !

Ainsi, les musiciens de la Marine sont-ils en réalité victimes d'une triple discrimination :

- vis-à-vis de leurs homologues de l'Armée de l'Air,
- vis-à-vis des sous-chefs de musique de leur propre armée,
- vis-à-vis des autres officiers mariniers.

ARMÉE DE TERRE : ACCESSOIEMENT MUSIENS

— L'injustice est flagrante. Mais qu'en est-il dans l'Armée de Terre ?

— M. Mourot : Le texte de M. Simon-Lorière est muet sur ce point. Aussi l'ai-je approfondi. Lorsqu'il s'agit de combattre l'injustice, nous autres parlementaires, aimons aller au fond des choses.

Les musiciens suivent le sort des officiers « de droit commun » si j'ose dire,

N° 2992

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUÉE LE 4 OCTOBRE 1958

SESSION ORDINAIRE

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1984-1987

RAPPORT

PAR M. MOUROT, député

Sur le statut des musiciens de la Marine.

dont les limites d'âge varient entre 36 ans (limite inférieure des sergents) et cinquante-cinq ans (limite supérieure des adjudants-chefs). Ce dernier cas se présente rarement ; l'esprit même du système le veut ainsi.

— On peut se demander pourquoi les musiciens de l'Armée de Terre ne bénéficient pas d'une limite d'âge spéciale alors que les sous-chefs de musique s'en sont vu attribuer une, comme dans les autres armées...

— M. Mourot : D'après les indications que j'ai pu obtenir, les musiciens de l'Armée de Terre, à la différence des musiciens de la Marine ou de l'Air qui seraient exclusivement des musiciens, ne seraient qu'accessoirement, en quelque sorte : je reconnais bien volontiers que je n'ai pas eu le loisir de me livrer à une enquête approfondie. Quoiqu'il en soit, une situation si profondément inégalitaire appelle une réforme profonde : il faut harmoniser les carrières des musiciens en fixant pour les trois armées une limite d'âge spéciale à cinquante-cinq ans !

PRÉVOIR DES ÉTAPES

— Une réforme si brutale ne pose-t-elle

pas des problèmes techniques énormes ?

— M. Mourot : Sans doute, réalisée du jour au lendemain, elle entraînerait des difficultés quasi-insurmontables. Des étapes doivent être prévues. Ainsi la limite d'âge des musiciens de la Marine devra prendre effet le 1^{er} juillet 1987 et pour ceux de l'Armée de Terre, respectivement au 1^{er} juillet 1994 (adjudant-chef), au 1^{er} juillet 1997 (adjudant), au 1^{er} juillet 1999 (sergent-chef) et au 1^{er} juillet 2000 (grade de sergent).

UNE MESURE D'APAISEMENT

— Les Françaises et les Français apprécieront sans aucun doute le travail de leurs députés qui pensent déjà à l'an 2000.

Une dernière question : cette loi ne peut-elle pas contribuer à apaiser, pour une part au moins, l'incontestable malaise de l'armée, révélé par l'apparition de comités de soldats ?

— M. Mourot : Je ne saurais l'affirmer, mais personnellement, j'estime qu'en effet, elle peut apporter une contribution non négligeable à la dissipation des doutes qui assaillent certains soldats, et notamment bien sûr les musiciens.

P.c.c. Claude ANCHER

Elise ou la vraie vie Claire Etcherelli

Collection « Lettres Nouvelles » 62^e épisode copyright Édition Denoël

Je protestai qu'au contraire cela m'était agréable. Il me semblait qu'il allait me quitter au bout de la rue, je voyais l'immense route et l'ombre autour, les gens rentrant par deux, les hommes tenant un pain, des bouteilles, des gens qui savaient où ils allaient, chez eux, ensemble, et qui prolongeraient autant qu'ils le voudraient le plaisir de se parler.

— J'ai cru que vous me jugiez bavard ou ennuyeuse. Vous me boudiez depuis l'autre soir.

— Moi ? dit-il.

Il me regarda. Il souriait. Cela lui arrivait rarement.

— Mais comment voulez-vous qu'on parle pendant le travail ? Et puis, je ne veux pas vous causer des ennuis. Si on nous voyait parler, sortir ensemble...

Nous étions sur le boulevard où les voitures s'espaçaient enfin, dans ce corridor de lumière que formaient les éclairages de néon jaune.

Il me devina plus détendue et nous discutâmes gaiement de notre travail, des camarades, et de la chaîne.

— Comment parlez-vous aussi bien le français ?

— La chance, dit-il.

La Porte de Pantin, le refuge de l'autobus se trouvèrent subitement devant moi. Il fallait donc se quitter. L'autobus arriva aussitôt. Avant que je monte, alors que nous nous étions dit bonsoir, il rabattit le col de mon manteau. Je trouai la vitre opaque de mon poing et je le vis qui regardait à droite et à gauche pour traverser.

O lacs assoupis, sentiers fleuris, sous-bois pleins de fougères, champs de blé où la bien-aimée attend, plus dorée que l'or des épis, ruisseaux que l'on suit à deux. Vieux rêves enfouis, enterrés, mais pas morts. Voici mon partage : la Porte des Lilas, la descente vers le Pré Saint-Gervais, avec, à l'horizon, les fumées mourantes des usines qui s'assoupissent, la steppe banlieusarde desséchée par le froid et l'air vicié, le boulevard quasi désert où les voitures frôlent le trottoir, et, près de moi, cet homme avec lequel, pour la troisième fois, je vogue, comme si le paradis nous attendait au bout.

Au bout, il y avait le « bonsoir, à demain » déjà plus affectueux. Chacun prenait son chemin. Nos conversations timides restaient difficiles. Un mot pouvait faire se replier Arezki, confiant l'instant d'avant.

Guetter les métamorphoses de l'arbre, laisser les yeux traîner sur des chemins imaginaires balisés d'étoiles, boire à l'aube la pluie fraîche, à la nuit le brouillard, se donner à soi-même des rendez-vous à la fenêtre ouverte sur un carré de ciel, des plantes en pot, des esquisses de branches, cela vous fait, malgré vous, différent de ceux qui n'en ont pas pris le temps. Différent et non pas meilleur. Mais vous voilà, à vie, chargé d'émotions et de sensations encombrantes, et comme à travers un kaléidoscope, chaque événement qui surgit est étiré, déformé, coloré, façonné.

Mutilée par ma vie rabougrie, par ma passion fraternelle et mes horizons bornés, ma sensualité bien vivante, et qui n'avait trouvé pour s'exprimer que ces contemplations nocturnes et les joies mystiques du renoncement, éclata à la chaleur de cette amitié secrète.

Une quatrième fois, Arezki me souffla « ce soir, je vous verrai ». Mais il ajouta un peu plus tard :

— Pas à l'autobus. Je vous expliquerai. Vous prendrez le métro, direction Villette. Vous descendrez à Stalingrad et vous m'attendrez juste en haut des escaliers. D'accord ?

C'était un long discours. Mustapha l'interrompit une fois ; le Magyar passa entre nous et Bernier, de son pupitre, nous surprit rapprochés.

à suivre

le liban dans la fausse paix 2

LA DOUBLE IMPASSE
DES PARTIS LIBANAIS

● La présence de l'armée syrienne, aux côtés d'autres forces arabes, sur le territoire libanais, a accentué le poids des influences des régimes arabes dans le pays. Cette situation n'est pourtant pas radicalement nouvelle : le décor de la scène politique libanaise a toujours été dressé par les rapports de forces d'ensemble qui se jouent au Moyen-Orient.

Sarkis, l'actuel président de la République, n'échappe pas à la règle des pouvoirs qui l'ont précédé. Elu avec un soutien manifeste du régime syrien, il gouverne aujourd'hui en présence de nombreuses troupes syriennes sur son territoire. Les équilibres de forces lui permettent cependant de disposer d'une certaine marge de manœuvre. A peine parvenu à la présidence, alors que les combats faisaient rage, il avait trouvé avec la Résistance Palestinienne, un terrain d'entente : accord que Damas devait rejeter.

Aujourd'hui, ses tentatives pour reconstruire un appareil d'Etat complètement éclaté pendant les dernières phases de la guerre, s'effectuent dans une unité conflictuelle avec le régime syrien. Certes, la censure libanaise expurge soigneusement de la presse tout ce qui peut déplaire à Damas. Un journal qui avait publié une page de Raymond Eddé, politicien maronite anti-syrien, s'est vu suspendu pendant une journée en guise de punition. Mais un conflit

oppose le gouvernement libanais à la Syrie à propos de la reconstitution de l'armée, divisée en multiples factions pendant la guerre : jusqu'ici, les autorités libanaises semblent avoir résisté aux pressions de Damas, qui souhaitaient voir des avant-gardes de l'armée libanaise, faction dévouée aux intérêts syriens, constituer le noyau de la nouvelle force armée.

Vers une certaine
intégration
au monde arabe

Mais ce n'est pas principalement aux intérêts arabes que la reconstruction d'une autorité centrale se heurte au Liban : le nouveau pouvoir, avec son gouvernement constitué en dehors des partis traditionnels, exprime en effet une intégration plus poussée qu'avant 1975 dans le monde arabe, et il est en mesure de dégager des solutions de ce côté-là. Le ministre des Affaires Etrangères, Fouad Bou-

Reportage
de
Jean LERMET
et
Yomna EL KHALIL

tros propose par exemple que le Liban participe au jeu diplomatique du «règlement» de la question du Proche-Orient.

Demander à participer au règlement diplomatique, c'est, implicitement, se reconnaître comme partie prenante du conflit du Moyen Orient, c'est ranger le Liban dans le camp arabe en conflit avec Israël. Or, jusqu'en 1975, le Liban, en tant qu'Etat, s'était maintenu à l'écart des guerres qui ont opposé Israël aux pays arabes. L'armée sioniste pouvait multiplier les actions militaires contre son territoire, détruire son aérodrome civil, attaquer les pêcheurs au large de ses côtes, enlever les habitants des villages frontaliers, où elle multipliait les patrouilles, assassiner en plein Beyrouth trois dirigeants palestiniens... Jamais le pouvoir, au Liban, ne s'était opposé militairement à ces actes. Quand certaines unités de l'armée, au Sud, en étaient venues à combattre aux côtés de la Résistance Palestinienne les incursions israéliennes, c'était de leur propre chef, contre les ordres de leur commandement.

L'obstacle
de la bourgeoisie
maronite

Les tenants de cette politique, ceux qui jusqu'à la guerre dominaient l'économie de tout le pays et occupaient les postes principaux de l'appareil d'Etat, c'étaient les grands bourgeois de confession maronite, liés à l'Occident depuis la colonisation française. Ce sont eux, se fixant pour but principal la destruction des forces de la Résistance Palestinienne, et répondant ainsi aux vœux d'Israël et des Etats-Unis, qui ont déclenché la guerre.

Aujourd'hui, leur alliance temporaire avec la Syrie, dans la dernière phase de la guerre, leur a permis de maintenir leurs milices : Phalanges de Gemayel, troupes du politicien Chamoun et du féodal Frangié. Mais leur pouvoir ne s'exerce plus directement que dans les zones qu'ils tenaient militairement au moment du cessez-le-feu : moins du cinquième du pays. Dans ces régions, tous les témoignages font état de l'encadrement répressif de la population que ces bandes armées continuent à faire peser. Un prêtre maronite, arrivé cet été au sud, se plaignait de l'atmosphère empoisonnée que ces soi-disant défenseurs de la foi font régner jusque dans les écoles, où chaque groupe rival tente d'imposer par la force sa domination.



Principale force combattante aux côtés des Palestiniens : les nassériens indépendants «Mourabitoun»

Une double menace

Appuyés sur cet arrière, les «isolationnistes», les partisans de l'isolement du Liban par rapport au monde arabe, font encore peser sur le pays une double menace. D'une part, ils peuvent encore tenter de mettre les forces arabes de dissuasion en porte-à-faux en rallumant dans tout le pays la guerre qu'ils continuent à entretenir au sud avec le soutien actif d'Israël. Les bombes qui ont éclaté ces derniers jours à Beyrouth, dans les quartiers de la capitale que les milices fascistes ne contrôlent pas, pourraient bien représenter un premier échelon dans une nouvelle stratégie de la tension.

D'autre part, au cas où la bourgeoisie maronite estimerait qu'elle n'a plus de chances de rétablir son pouvoir à l'échelle du pays tout entier, elle peut encore tenter d'en détacher les zones qu'elle contrôle : depuis des mois, de nombreuses mesures tendent en effet à permettre à ces territoires de vivre une vie entièrement séparée. La dernière en date, cet été, a été la décision d'y ouvrir des établissements universitaires concurrents de ceux qui existent dans le reste du pays.

Changements
de programme
«à gauche»

Ce n'est pas du côté des forces dites de gauche, au contraire, que les autorités libanaises et les pays arabes peuvent craindre une relance des combats. Leur «conseil politique» rassemble le «parti socialiste», essentiellement implanté parmi les montagnards de religion druze, les nassériens indépendants dits «mourabitoun», un des débris de l'ancien «parti populaire syrien», ainsi que le parti «communiste» pro-soviétique et «l'organisation d'action communiste libanaise». Ce conseil a publié au mois de juin un «mémoire». Le programme de réformes que ces organisations avaient mis sur pied au début de la guerre, et qui

demandait essentiellement une réforme constitutionnelle mettant fin à l'organisation de l'Etat sur bases confessionnelles, y est seulement rappelé au passage. Les organisations du «mouvement national» mettent aujourd'hui beaucoup plus l'accent sur d'autres thèmes politiques : unité du Liban, contre les tentatives de division du pays auxquelles se livrent les forces fascistes, «arabité du Liban», essentiellement définie par sa participation au combat contre le sionisme, soutien à la Résistance Palestinienne.

L'échec
d'une politique

Certes, on aime aujourd'hui à répéter, tant à l'OACL que chez les Mourabitoun, que l'on a toujours fait passer les intérêts de la Résistance avant les objectifs politiques proprement libanais fixés par l'ancien programme. Les nassériens, incontestable courant de masse, principale force combattante de la «gauche libanaise», peuvent certainement l'affirmer sans trop de crainte d'être démentis. En ce qui concerne l'ensemble du mouvement national, certains responsables de Fath font remarquer qu'à certaines périodes, il a contribué à relancer la guerre, alors que l'intérêt et la politique constante de la Résistance consistaient à l'arrêter.

Dans les positions que prend aujourd'hui le «mouvement national», on relèvera plutôt l'échec d'une politique. Il ne fait pas de doute, en effet, qu'à certains moments de la guerre, les partis de la «gauche libanaise» ont espéré établir leur pouvoir sur tout ou partie du Liban. L'intervention syrienne, la ligne suivie par la Résistance Palestinienne, de concentration de ses efforts contre les sionistes, ont déçu ces espoirs. Aujourd'hui, il ne reste plus guère de solution au «mouvement national», que d'accepter, avec l'OLP, l'autorité du gouvernement central qui agit en liaison avec les forces arabes. C'est ce qu'on appelle, du côté de l'OACL, une «phase défensive».

(à suivre)

CHRONOLOGIE
DE LA GUERRE AU LIBAN

- 26 février 1975 : L'armée tire sur la manifestation des pêcheurs à Saïda.
- 13 avril 1975 : Les phalangistes massacrent 29 Palestiniens à Ain Remmaneh. Début des affrontements entre les quartiers de Chiah et Ain Remmaneh à Beyrouth.
- 23 et 26 mai 1975 : Formation et chute du gouvernement militaire.
- Août 75 : Début des affrontements dans le Békaa.
- Septembre 75 : Accord du Sinaï entre l'Egypte et Israël ; début des affrontements dans le Nord.
- Décembre 75 : Offensive isolationniste : massacres à Beyrouth à la Quarantaine, Maslakh et au camp palestinien de Dbayeh.
- Janvier 76 : Début de l'encerclement de Tell Zaatar ; coup d'arrêt à l'offensive isolationniste ; prise de Damour par les forces patriotiques. La Syrie impose un «contrôle» politique sur un cessez-le-feu.
- 11 mars 1976 : Coup d'Etat du général Ahdab ; il demande la démission du chef de l'Etat, Frangié. Formation de l'Armée du Liban Arabe par le lieutenant Khatib.
- Avril-mai 76 : Offensive patriotique dans la montagne.
- Juin 1976 : L'intervention militaire syrienne met fin à l'offensive patriotique. Bataille de Saïda contre l'armée syrienne.
- Dissolution par la Résistance de la Saïka (organisation «palestinienne» pro-syrienne).
- Août 1976 : Le camp palestinien de Tell Zaatar tombe après 55 jours de résistance acharnée.
- Septembre-Octobre 1976 : Offensive syrienne contre la Résistance dans la montagne. Bataille de Bhamdoun : pertes importantes pour les forces syriennes.
- Octobre 76 : Sommet inter-arabe de Ryad qui met fin à la guerre.
- Début de la guerre au Sud.
- 16 mars 77 : Assassinat de Kamal Joublatt, leader patriotique libanais.
- Juillet 77 : Signature des accords de Chtaura entre la Résistance, la Syrie et l'Etat libanais.